

Nam

**NOTRE
ARMÉE
DE
MILICE** +

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Mensuel indépendant
d'informations militaires

N° 07 - 08 | septembre 2020

www.revue-nam.ch

Paraît 6 fois par année
47^e année - CHF 5.-



LE MORTIER 12 CM 16 page 15
Apte à l'utilisation par la troupe

Editorial / Editoriale
Col EMG / col SMG
S. Hostenstein 3/5

Chronique fédérale
**27.9.: ça passe
ou ça casse** 9

La pagina italiana
**Valutazione posi-
tiva del futuro** 23



Eurofighter pour la Suisse : La solution optimale.

Eurofighter fournit des capacités sans précédent à la Suisse : plus vite, plus haut et plus fiable pour sécuriser le territoire afin d'assurer la souveraineté. Oui à la sécurité aérienne avec Eurofighter.

 **Eurofighter
Typhoon**

www.eurofighter.com

Effective Proven Trusted

Sommaire

Photo de première

Après les essais à la troupe du mortier 12 cm 16 en mars 2020 sur la place d'armes de Bière, il a pu être engagé lors d'exercices de tirs réels. La remise à la troupe est prévue à partir de 2024.

La chronique de MMG 4

Attitude positive d'un peuple suisse mature.

Or donc... 6

La peur... Elle peut aussi être positive.

En vrac 7

Bienvenue aux nouveaux promus et rappel de l'importance des votations du 27.9.

Corona 20 13

L'engagement de l'armée est terminé.

Étude «Sécurité» 14

Avant la crise du coronavirus, l'avenir était envisagé avec optimisme.

Conférence 16

Brigadier Fritz Stoeckli: heurs et malheurs d'un cryptographe.

Le sous-officiers 20

Avec la Confédération Interalliée des Sous-Officiers de Réserve (CISOR), l'ASSO Vaud et l'ASSO Lausanne.s

Aidez Nam!

Soutenez votre revue par un don
CCP: 14-866108-0

IBAN CH38 0900 0000 1486 6108 0
ou par une annonce: info en page 5

Nam

SUR INTERNET

www.revue-nam.ch

La reproduction partielle ou complète des articles est autorisée avec la mention: Extrait du mensuel «Notre armée de milice», Yverdon. (exemplaires justificatifs désirés.)

Tirage contrôlé FRP: 3521 exemplaires adressés personnellement.

Tirage imprimé: 4 000 exemplaires avec la propagande.



Member of the
European Military
Press Association
(EMPA)

Sur la bonne voie

Grâce à une campagne bien pensée et percutante



Près de trente jours nous séparent encore de la votation du 27 septembre 2020. La Société suisse des officiers (SSO), ses 24 sections cantonales d'officiers et ses 16 sociétés d'armes, s'engagent résolument pour l'acquisition de nouveaux avions de combat, ainsi que pour la protection de la population et la sécurité de notre pays. On peut l'affirmer: rien n'a encore été gagné, mais nous sommes sur la bonne voie !

La crise du coronavirus nous a enseigné que notre armée de milice doit non seulement être apte à aider et protéger en cas de pandémie, de cyber-attaques et de catastrophes climatiques ou naturelles - menaces évidentes à l'heure actuelle -, mais qu'elle doit aussi, en tant que dernier bastion d'un État neutre et indépendant, être prête à faire face à un éventuel cas de défense. Car la situation sécuritaire internationale se péjore toujours plus: conflits armés, menaces terroristes, affaiblissement des organisations internationales ou tensions accrues entre grandes puissances n'en sont que quelques exemples.

Un numéro de cirque avec des chiffres fantaisistes

Infox, chiffres fantaisistes: le PS, Les Verts et le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA), tous trois opposés à l'acquisition de nouveaux avions de combat, se sont surpassés en rivalisant d'impudence ces dernières semaines. Ces experts autoproclamés es avions de combat ne cessent d'agiter les esprits en avançant un coût de 24 milliards de francs, ajoutant allègrement les coûts de fonctionnement sur 30 ans aux coûts d'acquisition de 6 milliards de francs - des coûts d'acquisition et de fonctionnement financés d'ailleurs par le budget ordinaire de l'armée. Soyons clairs: cet investissement maximum de 6 milliards de francs suisses doit être compris comme une prime d'assurance, absolument raisonnable, pour se prémunir d'un avenir totalement imprévisible.

L'Alliance pour une Suisse en sécurité, en mode de combat

L'Alliance pour une Suisse en sécurité (www.securite-oui.ch), composée d'une large et puissante alliance de tous les partis bourgeois - les Verts libéraux en font également partie cette fois-ci - ainsi que de toutes les associations économiques et de milices concernées, a élevé son état de préparation: elle est passée en mode de combat depuis quelques semaines. La campagne vise particulièrement les groupes suivants: les jeunes, les femmes et la population urbaine, notamment en Suisse romande. La vague de critiques émises par le PS à la fin juin, à la suite de la présence à la conférence de presse du DDPS de la première suisse pilote de chasse, prouve que nous frappons juste. Le comité national de campagne et la SSO vont élever la cadence de tir au cours des trente jours à venir.

Ce qu'il reste à faire

Dans la dernière ligne droite, le travail se concentrera sur les cantons pour générer une mobilisation régionale efficace. Les points d'appui cantonaux réunissant des représentants des partis bourgeois, des sociétés cantonales d'officiers, des sociétés d'armes, et des associations économiques et d'intérêt locales seront au front. Dans les semaines à venir, il sera essentiel de maintenir notre souveraineté argumentative sur tous les canaux de communication et de démontrer en permanence pourquoi la Suisse a impérativement besoin de nouveaux avions de combat. Engagez-vous, soutenez notre campagne: sponsorisez la distribution de flyers dans votre commune; invitez vos amis à liker notre page Facebook; téléchargez les argumentaires, les présentations et les cartes de poche; rédigez des lettres de lecteur; ou convainquez vos cercles privés et professionnels. J'ai l'intime conviction que nous sommes beaucoup plus déterminés et unis que nous ne l'étions lors du vote sur le Gripen en 2014. Profitons de notre dynamique, affichons nos couleurs et continuons à nous battre résolument pour un OUI clair le 27 septembre. Chaque vote compte!

Colonel EMG Stefan Holenstein,
président de la SSO

Les yeux ouverts: et attitude positive!

Nul doute. Le peuple suisse est mature. Selon l'étude très fouillée «Sécurité 2020» menée par l'Académie militaire de l'EPF de Zürich (page 14) visant d'établir les tendances de l'opinion suisse en matière de politique extérieure, de sécurité et de défense, une majorité se sent très en sécurité, approuve la neutralité suisse, et près de 80% des sondés ont une attitude positive à l'égard de l'armée. Mieux encore, les Suisses et les Suissesses sont optimistes en regardant l'avenir de leur pays même si l'évolution de la situation politique mondiale est jugée de façon pessimiste.

Les sondages de l'étude datent de janvier 2020 mais il est possible que la crise du Covid-19 n'a pas modifié en profondeur l'image globalement très positive que se font les Suisses et les Suissesses de leur pays. Le système de démocratie directe, la sagesse du gouvernement qui a, globalement, réagi judicieusement, courageusement et dans les délais, ainsi que nos finances fédérales gérées avec sagesse nous permettent, sans triomphalisme exagéré, d'aborder un avenir à court et moyen terme avec confiance. Comparé à nos voisins mais aussi à des pays plus éloignés, la Suisse n'a pas à rougir de la façon dont elle a géré et qu'elle gère encore la crise du Covid-19.

L'épreuve

Car l'épreuve va durer. Contrairement aux crises économiques du passé, ce que nous vivons actuellement est une crise à trois volets qui interagissent. Le volet sanitaire, avec ses servitudes tels le comportement individuel, les limitations des rassemblements de personnes et les restrictions des moyens de transports a un impact direct sur l'économie qui de son côté, deuxième volet, accentue les tensions sociales entre états. Enfin troisième volet, la crise est planétaire

et les premiers signes de récession se dessinent déjà à l'horizon. Conséquences: Le monde ne va pas bien.

Les nations ne savent, à court terme pas très bien où elles vont et les dirigeants gouvernent à tâtons. C'est dans ce contexte que le 27 septembre prochain, le peuple suisse aura à prendre une décision qui influencera sa politique de sécurité jusqu'à l'horizon 2050 et peut-être au-delà. Non seulement la politique de sécurité sera impactée, la dissuasion et la volonté de défense vis-à-vis des autres nations, et toute la réflexion géostratégique du pays seront touchés par l'issue du scrutin.

A l'heure où les politiques de défense de certains voisins remettent en question le concept des conflits asymétriques pour envisager à nouveau le retour vers les conflits bilatéraux, la Suisse ne peut se permettre le luxe de baisser une garde déjà bien (trop) basse de l'avis de beaucoup.

Rien de rassurant

La situation en Europe et dans le monde n'a rien de rassurant. Ainsi la Turquie, membre de l'OTAN, avec ses visées sur les eaux territoriales grecques en vue de s'emparer des gisements gaziers au large de Chypre n'hésite pas à se confronter avec la Grèce. En plus, son engagement en Syrie et en Libye montre sa volonté d'expansion au Proche-Orient.

Ce pays en devenant de plus en plus imprévisible et surtout incontrôlable devient un risque de sécurité au sein de l'OTAN et par là pour l'Europe. Autre foyer de tension, les visées de la Russie en vue d'influencer les élections en Biélorussie et le conflit frontalier au Donbass qui déchire l'unité de l'Ukraine depuis plus de cinq ans avec près de quatorze mille victimes. Dans le golfe Persique, la volonté de l'Iran de s'instituer le gendarme d'une région dont dépend en

grande partie notre approvisionnement en pétrole peut rapidement déboucher sur un dérapage aux conséquences à ce jour imprévisibles.



Exemples

Ces quelques exemples pour montrer que nous sommes entourés de conflits latents, parfois gelés, souvent ouverts qui peuvent, d'un instant à l'autre, muter en conflit régional majeur avant de s'étendre davantage vers les frontières européennes, c'est-à-dire proche de chez nous.

Les Suisses et les Suissesses sont, nous l'avons dit pleins de bon sens et de confiance en leur Pays. C'est rassurant. Pourtant, il est légitime de se poser la question, en pleine crise du Covid-19, si le 27 septembre prochain, ils voteront avec les yeux grands ouverts sur la situation sécuritaire de la planète, de l'Europe et de la Suisse? Y aura-t-il une grande majorité pour réaliser un consensus pour maintenir à notre Pays une défense digne de ce nom? Les électrices et les électeurs sauront-ils surpasser les soucis du moment pour avoir une vision à moyen et même à long terme afin de doter notre armée de l'avion de combat du futur? Un oui massif de toutes les régions du Pays serait un signe que décidément, comme souvent dans leur Histoire, les habitants de ce Pays ont compris que seules les décisions courageuses exprimées dans les urnes sont payantes.

Solide couverture

Dotée d'un nouvel avion de combat, notre Armée de terre sera, pour plusieurs décennies assurées de pouvoir évoluer et se concentrer quand elle voudra, où elle voudra, protégée par une solide couverture aérienne. Sans cette couverture aérienne, c'est tout le concept de notre défense qui sera à revoir. Il faudra même réfléchir si, comme le Lichtenstein ou même le Luxembourg (qui fait partie de l'OTAN avec une force d'environ un bataillon) nous ne voulons plus nous défendre seuls, nous contentant d'une garde civile pour des missions de maintien de l'ordre. Une chose est certaine et la crise du Covid-19 l'a démontré. Il ne faudra pas compter sur nos voisins pour nous soutenir en cas de menace. Nous serons seuls.

Si le 27 septembre nous n'avons pas les yeux grands ouverts, ceux-ci n'auront que des larmes à opposer à un coup du Destin qui, à ce jour, nous paraît peu probable. Vous savez bien, comme à Sarajevo le 27 juin 1914 un jour heureux la veille de l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand qui déclencha la première guerre mondiale ou encore le 30 septembre 1938 où les démocraties occidentales, sûres d'éviter la guerre, acceptèrent l'annexion des Sudètes par l'Allemagne... Alors Amies lectrices, Amis lecteurs, rendez-vous le soir du 27 septembre pour applaudir, une fois de plus, le bon sens des habitants de notre cher Pays!

Marie-Madeleine Greub

Les forces aériennes ont de nombreuses tâches

Sans sécurité, pas de liberté ni de prospérité

L'armée défend la Suisse contre les attaques, que ce soit au sol ou dans les airs:

- ▶ **En temps de paix : police du ciel.** Nos forces aériennes contrôlent en permanence le respect des règles de la circulation aérienne.
- ▶ **En cas de tensions accrues : maintien de la souveraineté aérienne.** Nos forces aériennes empêchent l'utilisation non autorisée de l'espace aérien suisse.
- ▶ **En cas de conflits armés : défense aérienne.** Dans les conflits armés, seules nos forces aériennes peuvent protéger l'espace aérien.

27 septembre | OUI à la sécurité aérienne

Nam

IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Magazine d'informations militaires et Organe officiel des Associations et sections de Suisse romande et du Tessin, de l'Association suisse de sous-officiers

www.revue-nam.ch

Parution: 6 fois par an (quatre numéros doubles)

Tirage contrôlé: 3521 exemplaires

Tirage imprimé: 4 000 exemplaires

Administration-rédaction-publicité:

Revue **Nam** - Notre Armée de milice

Case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains

E-mail: info@revue-nam.ch ou redaction@revue-nam.ch

Tél. 024 426 09 39

Administrateur - Rédacteur en chef:

adj sof Jean-Hugues Schulé

E-mail: namjhs@bluemail.ch

Prix de vente

Prix du numéro: Fr. 5.-

Abonnement annuel: Fr. 44.- (y c. TVA 2,5%)

COORDONNÉES CCP

Association de la revue Notre armée de milice

Journal **Nam**, 1401 Yverdon-les-Bains

Compte de chèques postaux: 14-866108-0

IBAN: CH38 0900 0000 1486 6108 0

BIC: POFICHBEXXX

N° TVA: CHE 108.221.284

PUBLICITÉ

Tarif d'insertion:

1/1 page	190 x 258	1 x Fr. 1450.-
1/2 page	190 x 127	1 x Fr. 780.-
1/4 page	90 x 127	1 x Fr. 400.-
1/8 page	90 x 60	1 x Fr. 200.-
1/16 page	90 x 28	1 x Fr. 100.-

Page couleur + Fr. 450.-

Page quadrichromie Fr. 2500.-

Publicité sous texte (réclame) + 25%

Emplacement prescrit + 20%

Rabais de répétition: 6 x 5% - 10 x 10%

Encarts: Offre sur demande

Impression:

Artgraphic Cavin SA

Route de Neuchâtel 37, 1422 Grandson

Procédé d'impression: **Format:**

Offset, trame 80 lpcm, CTP 21 x 29,7 cm

Adressage et expédition:

PCL - Presses Centrales SA, 1020 Renens

Les parutions de la revue Nam

«Notre armée de milice»

Rédaction-administration:

Case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains

Parutions annuelles: 6 numéros dont 4 doubles

N° 1/2, N° 3/4, N° 5, N° 6/7 N° 8, N° 9/10

Parutions garanties selon l'actualité et la matière rédactionnelle.

Ci muoviamo nella giusta direzione Grazie ad una campagna ponderata ed energica



Non restano che 30 giorni fino alla votazione popolare del 27. settembre 2020. La Società Svizzera degli Ufficiali (SSU), unitamente alle proprie organizzazioni, le 24 società d'ufficiali cantonali e le 16 società d'arma, si impegna con forza per l'acquisto dei nuovi aeroplani da combattimento e di riflesso per la protezione della popolazione e la sicurezza del nostro Paese. Possiamo dire sin d'ora: non è stato ancora vinto nulla, ma siamo in rotta!

Dall'attuale crisi Corona abbiamo imparato che l'Esercito Svizzero di milizia deve essere in grado di presentare soluzioni alle minacce attuali quali la difesa cyber nonché per catastrofi naturali o climatiche. Oltre a ciò deve essere pronto, quale ultimo bastione di uno stato neutrale ed indipendente, per il caso non prevedibile della difesa. La situazione della sicurezza internazionale è peggiorata di nuovo negli ultimi anni: conflitti armati, minacce terroristiche, l'indebolimento di organizzazioni globali o tensioni accresciute tra le grandi potenze siano solo da esempio.

Il gioco d'azzardo con cifre di fantasia

Ciò che l'opposizione, autonominatasi quale gruppo d'esperti e costituita dal partito socialista, dai verdi e dal gruppo per una Svizzera senza Esercito (GSoA), ci ha presentato nelle scorse settimane con informazioni false e cifre originate dalla fantasia, è semplicemente insuperabile dal profilo della sfacciataggine e della spudoratezza. Esempio: gli „esperti” avversari ingannano in continuazione con costi di 24 Mrd. CHF, aggiungendo allegramente ai costi d'esercizio sull'arco dei 30 anni l'investimento iniziale di 6 Mrd. CHF. Ambedue le posizioni, investimento per l'acquisto e costi d'esercizio, sono parte del budget ordinario dell'Esercito. L'investimento massimo dei 6 Mrd. CHF è comunque un premio assicurativo appropriato che dobbiamo essere pronti a pagare per un futuro assolutamente incerto.

L'alleanza per la sicurezza Svizzera è nel modo di combattimento

Il forte comitato nazionale favorevole (cfr. www.sicherheit-ja.ch), costituito da una larga e potente alleanza di tutti i partiti borghesi - anche i verdi liberali si impegnano appieno per la causa - nonché da tutti le associazioni economiche e di milizia rilevanti, ha aumentato l'intensità della propria azione ed è passata nelle ultime settimane dalla fase di preparazione alla fase del combattimento. Il comitato si propone di raggiungere quali importanti gruppi destinatari i giovani, le donne e la popolazione urbana, soprattutto nella Svizzera romanda. Che siamo sulla via giusta, lo conferma la protesta del partito socialista contro l'apparizione della nostra unica pilota da combattimento femminile in occasione della conferenza stampa del DDPS di fine giugno.

Cosa resta da fare

Nella fase finale si concentreranno le attività soprattutto nei cantoni, con un'efficace mobilitazione regionale. La rete di punti di contatto costituita a livello nazionale, un'alleanza di partiti borghesi, le società cantonali e d'ufficiali d'arma e le associazioni economiche e d'interesse locale, favorirà queste attività. Si tratterà di assicurare nelle prossime settimane su tutti i canali di comunicazione, l'assoluta supremazia nell'argomentazione e di mostrare in permanenza il perché la Svizzera ha assolutamente bisogno di nuovi aeroplani da combattimento. Appoggiate Voi stessi la nostra campagna, ad esempio: invitando amici a visitare la nostra pagina Facebook, rimarcando «mi piace»; scaricando dalla rete le argomentazioni, le presentazioni e le «Pocket-Cards»; scrivendo dei lettori; convincete nel Vostro ambito di conoscenze private e professionali. Sono convinto che la nostra attività sia molto più efficace, compatta e meglio rivolta all'obbiettivo che non nel 2014 per la votazione circa il Gripen. Sfruttiamo il nostro slancio, mostriamo chiaramente la bandiera e continuiamo a lottare in modo risoluto per un chiaro SI il 27. settembre. Ogni voto conta!

Colonnello SMG Stefan Holenstein,
presidente della SSU

Merci de communiquer vos changements d'adresse à:

info@revue-nam.ch

ou par courrier

La Poste ne nous indiquant plus les changements d'adresses



Château d'Auvernier
ENCAVAGE FONDÉ EN 1603
Thierry Grosjean & Cie
PROPRIÉTAIRE - ENCAVEUR

CHATEAU D'AUVERNIER - 2012 AUVERNIER
TÉL. +41 32 731 21 15 - FAX +41 32 730 30 03
WWW.CHATEAU-AUVERNIER.CH



J'ai peur...

Or donc voilà que, à l'heure où vous lirez ces lignes, l'été 2020 se prépare à laisser sa place à l'automne... Je ne crains pas l'enchaînement des saisons et pourtant, j'ai peur.

J'ai peur que la pandémie du Covid-19 se poursuive, à la faveur de la naïveté de certains, de l'inconscience d'autres, grâce aux distorsions des mesures engendrées par notre fédéralisme, avec l'appui des querelles que les scientifiques portent volon-

tiers sur la place publique...

J'ai peur que, d'ici peu, nous ayons tout oublié de la crise, avec la seule envie de revenir à nos comportements, attitudes et réflexions d'antan.

J'ai peur que la Confédération, les cantons ou tout autre administration, organisation ou entreprise n'ait rien appris de la gestion d'une crise, de son anticipation, de sa préparation détaillée et des entraînements nécessaires au rodage de son fonctionnement.

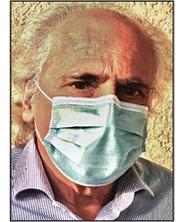
J'ai peur que, dès le 7 septembre prochain, nos deux Parlements reprennent leur session d'automne et leurs (mauvaises) habitudes politiciennes et partisanes.

J'ai peur que mille et une considérations, totalement en dehors des cinq problématiques soumises au verdict des urnes du 27 septembre, embuent les vraies questions posées à nos concitoyennes et concitoyens.

J'ai peur que le vert extrémisme de protection de l'environnement étouffe notre paysannerie et tous nos agriculteurs soucieux d'abord de préserver la nature et de nous offrir des produits de qualité et de proximité.

J'ai peur que des querelles égoïstes minent l'imagination et les efforts des milieux touristiques pour inventer de nouvelles formes d'attractivité et de détente au cœur de destinations gorgées d'émotions.

J'ai peur que nos écoles, collèges et autres universités manquent de moyens financiers (et techniques) pour poursuivre, différemment, distanciellement, la formation de nos jeunes et adultes.



J'ai peur mais j'ai confiance...

...dans les progrès de la science et de la médecine,

...en la force de résilience et en la capacité de se transformer de l'homme,

...en la gestion de crise et en celles et ceux qui l'enseignent,

...en la volonté de nos parlementaires fédéraux de faire progresser notre pays...

Oui, j'ai confiance en mes concitoyennes et concitoyens, en vous.

Merci de m'aider à avoir tort d'avoir peur.

Jean-Luc Piller

PS Pour les plus perspicaces de nos lectrices et lecteurs, il ne vous aura pas échappé que votre chroniqueur a changé de photo. Oui, il porte le masque. Par respect pour l'autre, qu'il se nomme (au féminin comme au masculin) partenaire, collègue, voisin, camarade, ami ou tout simplement l'autre... Oui, je porte, toujours et encore, le masque parce que j'aime l'autre, d'abord.

ALIGRO à votre service

- Chavannes-Renens
- Genève-les Vernets
- Sion
- Matran
- Bern
- Brüttsellen
- Frauenfeld
- Gossau
- Luzern
- Pratteln
- Rapperswill
- Sargans
- Schlieren
- Spreitenbach



www.aligro.ch

fidexaudit

VOTRE PARTENAIRE
COMPTABLE DE VOTRE RÉUSSITE

Expertise comptable, Audit, Fiscalité,
Conseil d'entreprise, Ressources humaines,
Conseil juridique,
Conseil en matière de succession

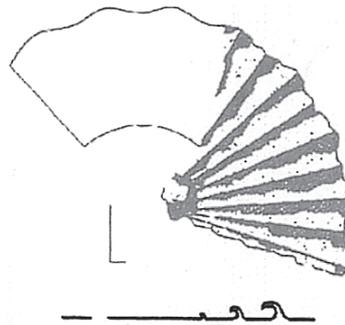


fidexaudit sa
chemin de mornex 2
case postale 598
CH - 1001 lausanne

tél. +41 21 331 02 02
fax +41 21 311 55 85
info@fidexaudit.ch
www.fidexaudit.ch

FIDUCIAIRE | SUISSE CHAMBRE FIDUCIAIRE Membre indépendant de EuraAuditInternational

1400 YVERDON-LES-BAINS
Tél. 024 425 35 13
Fax 024 426 40 50



Ouvert toute l'année

Restaurant
de la
PLAGE

Surveillance - Protection - Enquêtes

PYTHON

Un nouveau regard sur la sécurité

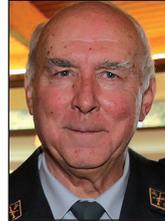
Contact Tél. +41 22 749 19 00

www.python-securite.ch

Stratégie - Expertise - Coaching

Bienvenue... et un grand oui!

Le 27 septembre prochain on compte sur vous!



- Comme chaque année nous avons le plaisir d'adresser le journal **Nam** - Notre armée de milice- en propagande aux nouveaux cadres de notre armée. **Nam** félicite très sincèrement les nouveaux promus à des grades différents et espère qu'ils trouveront dans leurs nouvelles fonctions satisfaction et enthousiasme. Nous formons tous nos vœux de réussite aux nouveaux chefs! Après avoir examiné et lu ce magazine, nous espérons pouvoir vous compter un jour parmi nos fidèles lectrices et lecteurs. Pour cette année, l'abonnement vous est offert. (Si vous décidez de renoncer à **Nam**, ce que nous regretterions, il suffit de mettre la mention «REFUSE» sur l'un des prochains numéros que vous recevrez et de le glisser dans une boîte aux lettres de la poste sans frais pour vous.) Merci de votre soutien!

- **Nam** est l'organe officiel des Associations et sections de Suisse romande et du Tessin de l'Association Suisse de sous-officiers (ASSO) depuis 1974, donc complémentaire à la revue *Schweizer Soldat* d'outre-Sarine, et propose dans la rubrique «La vie des sections» en pages 21 et 22 les activités de dynamiques sections. Et dans cette édition des pages spéciales CISOR (20, 21). Nous rappelons aux dirigeants ASSO que nos colonnes sont ouvertes depuis 47 ans gracieusement au comité central et aux sections et Associations pour annoncer les programmes techniques et relater les divers concours et assemblées.

Investissement à long terme

Chacun sait l'importance de la votation du 27 septembre prochain, l'heure de vérité approche. Nous ne voterons pas sur le modèle de jets, mais sur le budget de six milliards de francs. Et après si le peuple dit OUI, le Conseil fédéral choisira le nouvel avion de combat (lire en pages 9 à 12). Donc en famille, avec vos amis et connaissances, le 27.9. est un rendez-vous à ne pas manquer. Durant mes 1003 jours de service j'ai eu le plaisir de côtoyer des centaines de citoyens soldats avec bien entendu diverses orientations politiques. Mais quand on entend et dit «Le parti socialiste est pour la suppression de l'armée», oui les instances dirigeantes, les détracteurs de notre armée et de la défense nationale dans les hautes sphères... mais pense-t-on à la base...qui est le vrai reflet de notre société. Il y a des socialistes qui sont pour une armée forte, et combien ont effectué leurs obligations militaires avec force et vigueur. Nous avons aussi besoin de cette base solide pour gagner le 27 septembre, et montrer aux opposants que l'acquisition de nouveaux avions de combat est un investissement à long terme dans la sécurité et la protection de nos institutions et de nos infrastructures. La protection et la défense de l'espace aérien suisse sont des mandats constitutionnels. Alors remplissons notre devoir et comme le précisait la Cheffe du Département de la défense (DDPS), Mme Viola Amherd: «En tant que pays neutre au centre de l'Europe, nous avons la responsabilité de protéger notre espace aérien par nous-même. On ne peut pas laisser nos voisins nous protéger. Ce n'est pas défendable, tant du point de vue de la neutralité que de celui de la solidarité. La Suisse ne peut pas être un trou noir au centre de l'Europe». Merci!



- Suite à notre appel d'aide de fonds, **Nam** adresse un grand merci aux lectrices et lecteurs qui ont payé leur abonnement 2020 souvent arrondi d'un généreux don, votre aide est précieuse. Cela contribue à toujours éditer **Nam** revue indépendante qui ne reçoit aucun soutien financier de l'Association Suisse de sous-officiers (ASSO) dont elle est l'organe officiel.

- Nous avons aussi une pensée émue et reconnaissante pour les 12 500 recrues entrées en caserne le 29 juin dernier et qui seront sous les drapeaux jusqu'au 30 octobre 2020, qui doivent se plier à des règles d'hygiène strictes, Covid-19 oblige... Sans oublier les sous-officiers et officiers de milice et le personnel du commandement de l'instruction chargé d'instruire et de conduire les futurs soldats et cadres. Un grand coup de chapeau et bon courage.

- **Nam** sur www.revue-nam.ch - Renseignements et publicité lire en page 5. Bonne lecture et bien à vous, sans oublier le rendez-vous important du 27 septembre prochain.

Adj sof Jean-Hugues Schulé

Missiles

Pas de prolifération

La Suisse a repris début juin 2020 la présidence du Code de conduite international de la Haye, un instrument non contraignant contre la prolifération des missiles balistiques. Elle souhaite convaincre d'autres pays d'y adhérer.

Réduction de l'arsenal

Pékin refuse

La Chine a rejeté vendredi 10 juillet 2020 une nouvelle invitation de Washington à rejoindre les discussions américano-russes sur la réduction de leurs arsenaux nucléaires. Les États-Unis veulent inclure la Chine dans les négociations, estimant que sa capacité nucléaire est en rapide expansion. Pékin refuse, soulignant avoir un arsenal sans commune mesure avec les deux ex-rivaux de la guerre froide.

Troupes d'élite

Le ménage

L'armée allemande a annoncé début juillet 2020 la dissolution partielle de ses forces spéciales, les KSK, suite à plusieurs scandales sur leur proximité avec l'extrême droite. La ministre de la défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, dans un entretien à la *Süddeutsche Zeitung*, a qualifié les dernières découvertes de «troublantes» et «alarmantes»: 48 munitions et 62 kilos d'explosifs ont disparu du KSK.

Armes nucléaires

La course

Les pays dotés d'armes nucléaires continuent de moderniser leur arsenal, selon un rapport publié le 15 juin 2020 par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (Sipri). «La perte de dialogue essentiel entre la Russie et les États-Unis, (leurs arsenaux représentent plus de 90% des armes atomiques)... pourraient potentiellement conduire à une nouvelle course aux armements nucléaires», alerte l'un des auteurs, Shannon Kile.

Nam

SUR INTERNET

www.revue-nam.ch

Technologie de nouvelle génération pour
protéger les générations à venir.



Le F-35 est le seul avion de combat disponible aujourd'hui et pertinent pour les 50 prochaines années. Le F-35 offre des capacités de pointe en matière de police aérienne et de protection des frontières, grâce à une détection au-delà du champ visuel et une fusion des capteurs avancée, garantissant à l'armée de l'air suisse de défendre la souveraineté du pays pendant les décennies à venir. Le F-35 est l'avion de combat le plus avancé au monde, conçu pour contrer les menaces d'aujourd'hui et de demain.

Pour plus de renseignements, consulter le site: lockheedmartin.ch.

Lockheed Martin. Votre mission est la nôtre.

F-35 LIGHTNING II

NORTHROP GRUMMAN | BAE SYSTEMS | PRATT & WHITNEY

LOCKHEED MARTIN

Avions de combat

Ça passe ou ça casse!

Dimanche 27 septembre, si le peuple dit non à l'achat de nouveaux avions de combat, l'armée n'aura plus qu'à mettre la clé sous la porte de la caserne.

Sans une défense aérienne crédible, l'armée n'aura tout simplement plus de raison d'être. Car en cas de conflit, la maîtrise du territoire passe nécessairement par la domination du ciel. Un pays qui n'est plus en mesure d'assurer la sécurité de son espace aérien devient tributaire de forces externes, alliées ou ennemies. Ces puissances étrangères lui dictent alors sa conduite et imposent leur loi. Le 27 septembre, c'est bien plus que la question d'acquiescer ou non un nouvel avion qui se pose: l'indépendance de la Suisse, notre volonté de rester un État souverain sont en jeu.

Les arguments des opposants peuvent se résumer en deux points principaux (lire également **Nam** de juin 2020):

- Nous n'avons pas besoin d'un nouvel avion de combat ultraperformant. La police de l'air peut se faire avec des avions plus simples, la défense aérienne par d'autres moyens.
- Six milliards de francs, plus autant pour la maintenance, c'est beaucoup trop cher. Cet argent manquera dans d'autres secteurs tels la formation, les rentes ou la réduction des primes d'assurance maladie.

Assez simple en apparence, cette argumentation peut porter auprès d'une large partie de la population, en ces temps de conjoncture morose et de situation sanitaire déstabilisante. Il n'en demeure pas moins que c'est dans l'adversité qu'il faut savoir raison garder. Qui peut dire de quoi demain sera-t-il fait?

Si les citoyennes et les citoyens acceptent le principe d'acquiescer un nouvel avion de combat, le Conseil fédéral, en se basant sur les avis d'experts, choisira entre quatre options: Eurofighter (Allemagne), Rafale (France), Super Hornet et F-35 (États-Unis). Ce n'est pas un hasard si ces quatre champions sont encore en lice après une première série d'évaluations. Chacun, à sa manière, répond aux exigences des forces aériennes suisses. Et ces exigences ne sont pas non plus tombées du ciel. Elles sont dictées par les impératifs des enjeux actuels, tant sur le plan interne qu'au niveau international. A quoi servirait-il de disposer d'une flotte aérienne incapable d'intervenir face à un agresseur potentiel? Cette question est fondamentale. Il s'agit de garantir dans tous

les cas de figure, la sécurité du pays et celles de nos pilotes d'élite, en leur donnant les moyens techniques indispensables à l'accomplissement de leur mission.



De la relativité des chiffres

Cette sécurité a un coût. Les opposants ont beau jeu de clamer que c'est beaucoup trop cher et que cet argent pourrait servir à d'autres fins. Deux remarques à ce propos: la première, c'est que l'on parle d'une acquisition qui porte sur une trentaine d'années au moins. Cela signifie que la nouvelle flotte aérienne coûtera environ 200 millions par an, auxquels il faut ajouter l'entretien. C'est tout à fait supportable dans le cadre du budget ordinaire annuel de l'armée.

Savez-vous combien la Suisse a dépensé en 2019 au titre de l'aide publique au développement? Plus de 3 milliards de franc. Sur une trentaine d'années, ces engagements extra-muros friseront les 100 milliards! Sans remettre en cause les options budgétaires du Parlement, force est de constater que les arguments financiers sont le plus souvent assez relatifs en regard des objectifs politiques réels. Le fait est que pour un lobby tel que le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) – l'un des promoteurs du référendum –, chaque franc dépensé pour l'armée est un franc de trop.

Au-delà des positions partisans, en tant qu'Exécutif responsable du bon fonctionnement et de l'avenir du pays, le Conseil fédéral est pour sa part tenu d'avoir une vision stratégique à long terme. A lui de garantir la sécurité du pays et d'en donner les moyens à tous ceux qui servent sous les drapeaux. La couverture aérienne est l'une des clés essentielles du système de défense. Sans elle, les autres unités n'ont aucune chance de survie. En un mot: pas d'avion, pas d'armée.

Refuser le renouvellement de la force aérienne irait à l'encontre de tout ce qui a forgé la Suisse de 1848 à nos jours. C'est pourquoi le 27 septembre, il faut dire OUI à une Suisse forte et fière de ses valeurs, à la fois ouverte sur le monde et consciente des enjeux futurs.

José Bessard

La souveraineté est indivisible

Nam a demandé à plusieurs Conseillers nationaux, représentant les différentes couleurs de l'échiquier politique romand (UDC, lib.-rad., PDC, PS, Verts libéraux et Verts), quels étaient, selon eux, les trois arguments principaux pour ou contre l'acquisition d'un nouvel avion de combat. Vacances estivales obligent, à l'heure où nous mettions sous presse, seuls deux d'entre eux avaient livré leurs arguments. Les voici :



Laurent Wehrli (libéral-radical / VD), membre de la Commission de politique extérieure:

«Plusieurs arguments sont en faveur de l'achat de nouveaux avions de combat. Le premier est que sans une aviation modernisée, la sécurité aérienne de notre pays ne sera plus assurée de manière efficiente et que les objectifs de sécurité en général ne seront plus atteints. La Suisse est un État neutre reconnu, car nous assurons une défense indépendante du pays sur terre et dans les airs. Mais pour cela nous devons avoir les moyens de le faire ! Et pour sûr que ce ne sera pas lorsque des problèmes surviendront que nous pourrions alors acheter le matériel nécessaire. On l'a vu avec les masques de protection anti-Covid !

Enfin, la procédure retenue par le Conseil fédéral et le Parlement est la bonne. La question n'est pas le type d'avion, mais bien si nous voulons assumer notre propre sécurité, avec une somme maximale adéquate, prise sur les budgets consacrés à la défense et donc en ne privant pas les autres secteurs de ces moyens financiers.

Le besoin est avéré. Les moyens sont disponibles. Les garanties sont assurées. Il convient donc de dire OUI !»



Jean-Luc Addor (UDC / VS), membre de la Commission de la politique de sécurité:

«La crise du Coronavirus a montré l'utilité et la nécessité, pour une armée, de rester un système global qui ne vaut, même pour des engagements particuliers, que par la somme cohérente et organisée de capacités multiples, hier aide en cas de catastrophe ou cyberdéfense, cette année sanitaire et protection de nos frontières et demain, qui sait dans un monde où la seule certitude est... l'incertitude?

La souveraineté est indivisible: sans moyens modernes de la garantir dans les airs aussi, nous ouvririons la voie à la dépendance et à la soumission.

La modernisation de notre flotte d'avions de combat donnera à notre industrie une occasion unique d'acquiescer des technologies de pointe – et des emplois – à la faveur d'une collaboration industrielle qui profitera à raison de 30% (près de deux milliards) à la Suisse romande.»

jb



«L'inimaginable peut rapidement devenir réalité. C'est précisément pour cette raison qu'il est important que l'armée soit équipée de telle manière à faire face au plus grand nombre de menaces possibles, qu'il s'agisse de maladies ou d'attaques terroristes par voie aérienne.»

- Conseillère fédérale Viola Amherd

Oui à la sécurité aérienne

Des investissements financés par le budget ordinaire

Les partisans du renouvellement de notre défense aérienne lancent la campagne en vue du vote du 27 septembre prochain. C'est l'occasion de rappeler que cette défense est indispensable en cas de conflit ou de tensions à nos frontières, mais aussi en temps de paix pour assurer la police du ciel – sans oublier les emplois et les connaissances technologiques que cela apporte à nos entreprises.

Le référendum contre l'acquisition de nouveaux avions de combat vient formellement d'aboutir, avec le dépôt d'un nombre respectable de signatures par les organisations anti-militaristes. En même temps, les partisans du renouvellement de notre défense aérienne commencent à donner de la voix dans les médias et sur les réseaux sociaux. La campagne est lancée en vue de la votation du 27 septembre prochain.

Formellement, le scrutin portera sur l'arrêté de planification voté par le Parlement le 20 décembre passé. Cet arrêté de planification prévoit l'achat de nouveaux avions d'ici 2030 pour un montant maximal de 6 milliards de francs – dont 60% seront compensés par des mandats octroyés en Suisse par des entreprises étrangères. Le modèle d'avion n'est pas encore choisi, ni le nombre exact d'exemplaires.

L'achat des nouveaux avions s'inscrit dans le cadre du programme Air 2030, qui comprend également un nouveau système de défense sol-air de longue portée (la Suisse n'en possède plus depuis vingt ans) ainsi que le renouvellement des radars au sol et des systèmes de conduite et de communication. Ces différentes composantes de la défense aérienne sont techniquement liées, bien que

seul l'achat des avions soit soumis au vote populaire.

L'ensemble de ces investissements est prévu pour une durée de trente ans environ. Ces acquisitions, il faut le souligner, n'entraîneront pas de dépenses extraordinaires puisqu'elles seront entièrement financées par le budget ordinaire de l'armée. Ce dernier, après avoir été resserré pendant des années, va recommencer à suivre le même rythme de croissance que dans les autres départements fédéraux; il pourrait passer de 0,7% à 0,8% du produit intérieur brut, restant ainsi beaucoup plus modeste que dans les autres pays occidentaux.

Des crises peuvent survenir, il faut y être préparé

Cette planification raisonnable ne suffira sans doute pas à apaiser le débat. Les opposants mènent campagne en insistant sur l'ensemble des coûts que les nouveaux avions entraîneront durant toute leur durée de vie – ce qui permet de brandir des chiffres impressionnants. Les dépenses publiques importantes qui ont été consenties ces derniers mois en lien avec la crise du coronavirus vont aussi être exploitées pour inquiéter les citoyens.

La réalité doit être regardée en face: les seuls avions encore opérationnels aujourd'hui arriveront en bout de course dans dix ans; à ce moment, si la Suisse n'a pas acheté de nouveaux appareils, elle ne disposera plus d'aucune couverture aérienne.

Il paraît trivial de rappeler que la défense aérienne est indispensable en cas de conflit, ou même de simples tensions à proximité

de nos frontières. On ne peut pas assurer la sécurité du territoire sans maîtriser l'espace aérien.

Certes, la menace semble aujourd'hui inexistante; mais on a vu depuis quelques années que des affrontements inattendus pouvaient surgir même aux portes de l'Europe occidentale. La solution d'une défense commune au sein d'une alliance internationale est hasardeuse; on vient de constater que, même dans le cas d'une crise sanitaire beaucoup moins grave qu'un conflit armé, le premier réflexe des États est de défendre leurs propres intérêts. D'une manière plus générale, les événements de ces derniers mois nous ont montré la rapidité avec laquelle des situations imprévues peuvent survenir, et la difficulté d'y être préparé correctement lorsque de telles situations ne se sont pas produites depuis plusieurs générations.

Aussi utile et nécessaire en temps de paix

Au-delà de ces considérations militaires, la défense aérienne est aussi et surtout nécessaire en temps de paix, pour remplir les missions de police du ciel. Dans tous les pays, des avions de chasse sont utilisés pour contrôler des appareils non identifiés ou sans contact radio. Ils servent en outre à protéger l'espace aérien lors d'événements particuliers tels que des conférences internationales. Même pour ces missions, il faut pouvoir disposer d'avions affichant des performances supérieures à celles de simples appareils d'entraînement.

Enfin, et pour faire bonne mesure, le renouvellement de la flotte aérienne représente un certain nombre d'emplois directs et indirects, du travail pour beaucoup d'entreprises, ainsi qu'un savoir-faire technologique précieux. Ce n'est évidemment pas le but premier d'un tel achat, mais à l'heure où l'on se soucie de redresser l'économie helvétique et d'éponger les dettes de la crise, ce n'est tout de même pas négligeable.

Cela fait beaucoup de bonnes raisons de voter OUI le 27 septembre prochain et, en attendant, de soutenir activement la campagne «Oui à la sécurité aérienne».

Pierre-Gabriel Bieri
Service d'information du
Centre Patronal 24 juin 2020

NOTRE ARMÉE DE MILICE

Magazine mensuel d'informations
Régie des annonces, administration,
abonnements, rédaction

C.P. 798, 1401 Yverdon-les-Bains
Téléphone + Fax 024 426 09 39



Avons-nous encore besoin des forces aériennes?

Garantir la sécurité après 2030

- En Suisse, il arrive en moyenne 40 fois par année qu'un avion viole la souveraineté aérienne, ne respecte pas les règles de circulation aérienne ou se trouve dans une situation d'urgence.
- Chaque année, 350 contrôles ponctuels sont effectués auprès du trafic aérien.



27 septembre | OUI à la sécurité aérienne

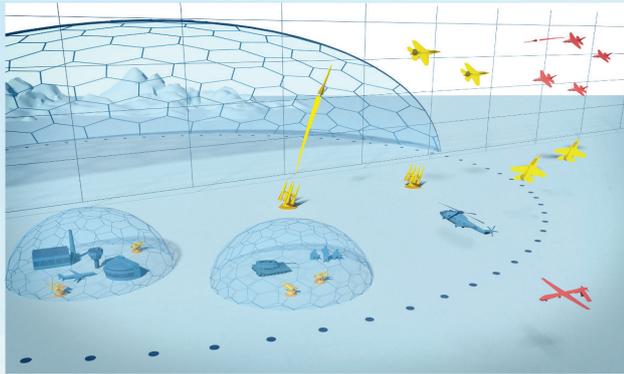
Espace aérien sans protection à partir de 2030

Air2030 - de quoi s'agit-il ?

Le Conseil fédéral et le Parlement veulent renouveler la défense aérienne. La Suisse va remplacer ses avions de combat, en service depuis 1978 et 1996, par de nouveaux appareils pour un coût maximum de 6 milliards de francs. Alors que les avions de 1996 (F/A-18 Hornet) atteindront la fin de leur vie utile en 2030, les avions achetés en 1978 (F-5E Tiger) sont déjà obsolètes.

Plusieurs systèmes composent notre sécurité

Combinaison de divers systèmes nécessaires



En cas d'urgence, ils n'auraient aucune chance contre un avion de combat moderne. C'est donc clair: les anciens avions doivent être remplacés. Sinon, l'espace aérien suisse sera sans protection à partir de 2030.

Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) a déposé un référendum contre cette décision. Ils sont soutenus par le PS et les Verts. Le 27 septembre 2020, il y aura donc une décision fondamentale à prendre : des avions pour protéger la population suisse - oui ou non. Toutefois, le Conseil fédéral ne décidera qu'après le vote du type d'avion qui remplacera les anciens.

Les anciens avions doivent être remplacés

Les avions F/A-18 Hornet et F-5E Tiger actuellement utilisés atteindront la fin de leur durée de vie au plus tard en 2030. Les avions de type Tiger sont en service depuis 1978 et sont déjà techniquement obsolètes. Aujourd'hui, ils ne volent que de jour et par temps clair et ne sont donc utilisés qu'à des fins de formation, ils ne sont plus utilisés

pour le contrôle du trafic aérien. Les avions F/A-18 Hornet achetés en 1996 atteindront également la fin de leur durée de vie dans dix ans. Il est donc logique de remplacer les deux anciens types d'avions maintenant, car un processus d'achat peut prendre plusieurs années. Le remplacement des deux types d'avions par un seul permettra de simplifier davantage la maintenance. Selon le DDPS, l'acquisition d'avions d'entraînement légers, telle que proposée par le PS, ne peut répondre aux exigences de la sécurité de l'espace aérien actuel.

Pour la sécurité de la population suisse

Le nouvel avion de protection de l'espace aérien augmentera la sécurité de la Suisse et de sa population. La Suisse doit pouvoir garantir la sécurité non seulement au sol mais aussi dans les airs. Bien qu'il n'y ait actuellement aucun conflit armé dans notre pays, cette sécurité est trompeuse. Les conflits armés comme ceux de Crimée ou du Moyen-Orient se rapprochent de plus en plus

de la Suisse. Les conditions apparemment stables peuvent changer rapidement et les risques découlant des développements politiques mondiaux sont plus difficiles à prévoir aujourd'hui qu'il y a trente ans. L'émergence de nouvelles formes de guerre ne remplace en rien les anciennes menaces, mais les complète. La diversité des menaces exige donc aussi des réponses et des stratégies de défense diverses.

Dans la situation normale, les forces aériennes surveillent l'espace aérien et interviennent dans le cadre du service de police aérienne en cas de violation des règles de circulation aérienne. Mais en période de tension accrue, elle doit aussi être en mesure de maintenir la souveraineté aérienne pendant des semaines, voire des mois au mieux, ce qui nécessite un nombre suffisant d'avions de combat opérationnels. Tant que la menace et l'usage de la force seront un instrument de politique internationale, une protection permanente et donc des avions opérationnels resteront indispensables pour notre sécurité et notre liberté. En tant que pays neutre, la Suisse doit être en mesure de se protéger. La protection indépendante de l'espace aérien est également une obligation en vertu du droit international. À long terme, elle doit assurer la sécurité de l'espace aérien au-dessus de son territoire, ce qui nécessite des nouveaux avions de combat. Il s'agit d'un investissement de plusieurs décennies dans la sécurité.

L'espace aérien doit être protégé

Même en temps de paix, les avions de protection de l'espace aérien sont indispensables à la sécurité de la Suisse. Ils assurent le service de la police de l'air. Deux avions et pilotes armés sont en permanence disponibles à cet effet. Si un avion traverse la frontière suisse sans autorisation, il peut être contrôlé et contraint de faire demi-tour ou d'atterrir. La Suisse peut également surveiller l'espace aérien et protéger des événements importants tels que les conférences de l'ONU ou le Forum économique mondial de Davos. En Suisse, de telles missions ont lieu presque quotidiennement. Chaque année, il y a environ 40 cas dans lesquels un avion viole la souveraineté aérienne, ne respecte pas les règles du trafic aérien ou se trouve dans une situation d'urgence et nécessite donc une intervention. En outre, les Forces aériennes

Votation sur le renouvellement uniquement

Choix du modèle après „l'approbation du budget“



27 septembre | OUI à la sécurité aérienne

Pouvoir se protéger

Garantir la sécurité après 2030

- Si la Suisse veut conserver sa neutralité, elle doit pouvoir elle-même protéger son territoire et cela, sans une trop grande dépendance des pays étrangers.
- La Suisse en tant que site économique bénéficie de la sécurité. À long terme, elle représente un élément important pour notre prospérité.
- La sécurité en Suisse représente un facteur d'implantation pour les entreprises souhaitant investir et créer des emplois.

27 septembre | OUI à la sécurité aérienne

La protection adaptée à chaque situation

Garantir la sécurité après 2030

- › Notre sécurité est garantie par un vaste réseau : ambulances, police, pompiers, cybersécurité mais également l'armée pour la sécurité terrestre et aérienne.
- › Toutes les composantes de cette chaîne ont besoin de ressources pour assurer leurs tâches.
- › La sécurité n'est pas un luxe, mais une nécessité.

Apprendre de la crise

Garantir la sécurité après 2030

- › Le Coronavirus a démontré que nous devons être préparés à d'éventuels dangers afin de ne pas commencer à les combattre lorsqu'ils sont déjà présents.
- › Nous voulons être préparés à toutes les éventualités possibles à l'avenir. Remplaçons nos avions de combat de 1978 et 1996 par de nouveaux, afin que la sécurité suisse soit assurée.

suite de la page 11

suisse effectuent chaque année environ 350 contrôles ponctuels pour vérifier les données des avions. La protection dans les airs est donc un élément important de notre sécurité, même en temps de paix.

Maintenir la chaîne de la sécurité

Notre sécurité est garantie par tout un réseau: les ambulances, la police, les pompiers et l'armée sont responsables de notre sécurité. Les avions de combat le sont pour la protection dans les airs. Toutes les composantes de cette chaîne ont besoin des compétences et des ressources nécessaires pour pouvoir s'acquitter de leur tâche. Il est plus qu'approprié que la Confédération investisse dans ce domaine et que la sécurité de la Suisse bénéficie d'une priorité élevée. La suppression d'un élément de cette chaîne affaiblirait l'ensemble du réseau de sécurité. Toutes les mesures qui contribuent à la protection sont importantes.

Remplir notre mandat de défense

À l'exception du vote sur le Gripen en 2014, toutes les votations des dernières décennies concernant la sécurité ont été remportées, ce qui est dans l'intérêt de la Suisse. Cela inclut un certain nombre de tentatives du GSa d'abolir l'armée et de restreindre sa liberté d'interprétation par des réductions budgétaires ou des interdictions de vol dans

certaines régions. Le peuple veut donc une armée qui fonctionne. Les modèles actuels d'avions chargés de la défense aérienne doivent être remplacés. Sans défense aérienne, l'armée, avec les seules forces terrestres, ne peut pas remplir le mandat de défense défini dans la Constitution, ce qui la rendrait obsolète. Un non aux nouveaux avions de combat est donc automatiquement un non à la sécurité et à la prospérité de la Suisse.

Protection de la Suisse en tant que lieu d'implantation d'entreprises

La sécurité des personnes et leur liberté sont les pierres angulaires de la stabilité. Ils constituent la base du développement social et économique sain de notre pays. La Suisse est considérée comme un pays très sûr. Outre la sécurité et la stabilité juridique, cela est également dû à la sécurité indépendante de son espace aérien. Pour protéger et défendre l'espace aérien, il est nécessaire de combiner les avions de combat et la défense aérienne basée au sol. Les avions de combat et la défense aérienne à courte portée au sol d'aujourd'hui sont obsolètes et devraient donc être renouvelés dans le cadre du programme «Air2030» en utilisant uniquement le budget de l'armée. Le remplacement des avions est d'une grande importance économique car il faut pouvoir protéger l'espace aérien qui se trouve au-dessus des installations de pro-

duction, des laboratoires de recherche, des terminaux logistiques et des établissements d'enseignement. Les entreprises ont confiance dans la sécurité de leurs emplois et investissent en Suisse en tant que site économique. Cela crée des emplois et garantit la prospérité en Suisse. L'ensemble de l'économie de notre pays bénéficie de la sécurité physique. La sécurité en Suisse est donc un facteur clé de l'économie.

Un investissement sur le long terme

Un coût maximal de 6 milliards de francs suisses est prévu pour l'acquisition des nouveaux avions de combat. À titre de comparaison, pour la seule année 2019, la Confédération suisse a dépensé plus de CHF 71.4 milliards, dont plus de CHF 22 milliards pour la prévoyance sociale. Cet investissement est à prendre en compte sur le long terme, puisqu'il permettra à nos forces aériennes de remplir leurs tâches pendant plusieurs dizaines d'années. Par exemple, pour une durée de 30 ans, 6 milliards de francs suisses ne représente que 0.28% du budget total. Même en prenant en compte les coûts d'entretien d'environ CHF 12 milliards sur l'ensemble de leur durée d'utilisation, bien que ce coût ne soit pas exact, cela ne représente que 0.84%. C'est donc un investissement rentable au vu de l'image que cela apportera à la Suisse et, donc, du nombre d'entreprises qui auront confiance en la sécurité de notre pays.

2020 = 47^e année

Nam NOTRE ARMÉE DE MILICE
IL NOSTRO ESERCITO DI MILIZIA

Formulaire disponible également sur www.revue-nam.ch

Le magazine militaire en langue française le plus diffusé en Suisse

Illustré, actuel, dynamique, indépendant, jeune

Le magazine des miliciens romands et tessinois

- Je désire recevoir *Notre armée de milice* et souscris un abonnement annuel de CHF 44.- (TVA comprise)
- Veuillez me faire parvenir gratuitement un exemplaire de *Notre armée de milice*
- Veuillez me faire parvenir de la documentation concernant la publicité dans *Notre armée de milice* (tarifs, grandeurs, dates de parutions)
- Marquer d'une croix

Nom _____ Prénom _____
Rue _____ NPA/Localité _____
Date _____ Signature _____

A retourner à: Revue «Notre armée de milice», case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains

Nam: un lien avec l'armée

Après l'école de recrues et les cours de répétition, le contact est perdu avec l'armée!

Alors, que se passe-t-il dans notre armée?

CRÉDITS - MATÉRIEL - MUTATIONS - COURS FORMATION - ARMEMENT - ACTIVITÉS HORS-SERVICE

Pour le savoir, *Notre armée de milice* (tirage imprimé contrôlé 4000 exemplaires) vous offre des enquêtes, des reportages originaux en Suisse et à l'étranger, des résumés de conférences, une chronique fédérale, un éditorial, des billets d'humeur, la vie des sections de l'ASSO, les pages tessinoises, des photos, soit le reflet complet de notre armée de milice avec des nouvelles de la troupe et de diverses sociétés militaires. Le tout abondamment illustré.

Qui reçoit «Notre armée de milice»?

Les cadres de l'armée, les soldats et tous citoyens et citoyennes qui s'intéressent à la défense nationale et à l'évolution de notre armée. Un rendez-vous mensuel avec l'actualité militaire, grâce à *Notre armée de milice* qui ne coûte que CHF 44.- par année (TVA comprise).

Corona 20

L'engagement de l'armée est officiellement terminé

Le service d'appui de l'Armée suisse ordonné par le Conseil fédéral dans le cadre de la pandémie du coronavirus a pris fin le 30 juin 2020, après 107 jours. Les derniers militaires encore engagés ont été libérés de leurs tâches et licenciés le même jour.

Les 50 derniers militaires encore en service dans CORONA 20 - des policiers militaires professionnels engagés pour épauler l'Administration fédérale des douanes (AFD) - ont été libérés de leurs tâches, mardi 30 juin 2020, scellant ainsi la fin officielle de cet engagement en service d'appui de l'Armée suisse ordonné le 16 mars dernier par le Conseil fédéral.

Les engagements subsidiaires destinés à fournir des prestations d'aide ont déjà pris fin le 29 mai 2020 et les militaires du domaine sanitaire ont été licenciés. Depuis, un millier de militaires restaient encore en service d'appui dans le domaine de la protection. Une partie a été libérée le 14 juin dernier de leur service à la frontière et dans les zones environnantes. D'autres militaires, 130 environ, ont aussi été libérés le 17 juin 2020 de l'engagement subsidiaire qu'ils effectuaient en faveur des corps de police

cantonaux genevois et vaudois.

Les militaires de CORONA 20 ont accompli quelque 320 000 jours de service en faveur du système sanitaire civil, de l'AFD et des corps de police cantonaux. Par cet engagement, ils ont fourni un précieux soutien aux institutions et aux autorités civiles de sorte que celles-ci ont été, même au plus fort de

la pandémie, en mesure d'accomplir en tout temps leurs tâches indispensables.

Lorsque la mobilisation a été déclenchée le 16 mars 2020, le Conseil fédéral avait chargé l'armée d'épauler, au plus tard jusqu'au 30 juin 2020, le système de santé publique, l'AFD et les corps de police cantonaux, si nécessaire avec 8000 militaires au maximum. Depuis lors, 6000 militaires environ (effectif d'engagement, états-majors compris) ont accompli temporairement un service d'appui sur l'ensemble de la Suisse dans les domaines de l'aide et de la protection. Conformément au principe selon lequel l'armée doit être engagée là où l'on a besoin d'elle, celle-ci a rempli, sur demande des cantons, plus de 300 missions, à l'entière satisfaction des autorités civiles. Des remerciements lui ont été adressés comme il se doit.



image DDPS

PCi - Taxe d'exemption de l'obligation de servir

Modification de l'ordonnance

Tous les jours de service accomplis dans la protection civile doivent être pris en compte pour la réduction de la taxe d'exemption de l'obligation de servir. Le Conseil fédéral en a décidé ainsi lors de sa séance du 12 août 2020. La modification de l'ordonnance sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2021.

Les jours de service accomplis dans la protection civile avant le début de l'assujettissement à la taxe (recrutement et instruction de base) seront à l'avenir pris en compte pour la réduction de la taxe. De plus, si un membre de la protection civile effectue, au cours d'une année, plus de 25 jours de service dans la protection civile, les jours supplémentaires seront comptabilisés l'année suivante. En outre, pour inciter les membres de la protection civile à suivre une carrière de cadre, on pourra accorder aux officiers et aux sous-officiers supérieurs de la protection civile un remboursement proportionnel de toutes les taxes acquittées s'ils accomplissent des jours de service après l'expiration de la onzième année de l'assujettissement ordinaire à la taxe. Cette réglementation s'appliquera également aux personnes dont la durée du service a été prolongée conformément à l'art. 99, al. 3, de la loi fédérale sur la protection de la population et sur la protection civile (LPPCi) entièrement révisée. Selon cette disposition, les cantons qui courent le risque d'un sous-

effectif en raison de la réduction de la durée du service de 20 à 12 ans peuvent prévoir une prolongation de l'obligation de servir ordinaire pendant au maximum cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la LPPCi.

Le Conseil fédéral a par ailleurs biffé les dispositions d'exécution relatives à la retenue du passeport ou des papiers par les autorités, car elles sont contraires au Pacte II de l'ONU. La modification de l'ordonnance offre aussi l'occasion d'abroger certaines dispositions dont le contenu est réglé, depuis le 1^{er} janvier 2019, au niveau de la loi.

Les modifications entreront en vigueur le 1^{er} janvier 2021, en même temps que les modifications de la LPPCi. Elles satisfont aux exigences de la motion Müller Walter (14.3590) «Taxe d'exemption de l'obligation de servir. Étendre le droit à une réduction à toute la durée du service effectué par les membres de la protection civile», transmise par le Parlement.

Tir d'aviation sur l'Axalp

Annulé en raison du COVID-19

Lors de la démonstration de tir des Forces aériennes, la configuration du site entre l'Axalp et l'Ebenfluh ne permet pas de respecter les consignes de protection contre l'épidémie. Pour cette raison, le DDPS a décidé d'annuler la manifestation, prévue le 13 et le 14 octobre 2020.

Le tir d'aviation sur l'Axalp attire régulièrement des milliers de spectateurs, qui suivent les différentes phases de l'exercice depuis une tribune ou les pentes à proximité.

L'accès à la place de tir se fait par des chemins parfois étroits, éventuellement en télé-siège pour une partie du trajet. Les condi-

tions de proximité ne permettent pas de respecter les mesures décidées contre la pandémie, tant pour le public que pour le personnel d'organisation. C'est pourquoi le DDPS a décidé de renoncer à l'édition 2020 de cette manifestation, prévue le 13 et le 14 octobre.

Avant la crise du coronavirus...

L'avenir était envisagé avec optimisme

Publiée une fois par an, l'étude «Sécurité» menée par l'Académie militaire (ACAMIL) et le Center for Security Studies, tous deux implantés à Zurich, porte sur des thèmes en lien avec la sécurité et sa politique. Cette année, elle a été réalisée juste avant que la pandémie de COVID-19 se déclare en Suisse et a montré que la population suisse continuait de porter un regard optimiste sur l'avenir. Pendant la crise du coronavirus, l'ACAMIL a mené une autre étude, indépendante de la première, affichant un regain d'intérêt pour l'Armée suisse.

Tous les ans, l'Académie militaire (ACAMIL) et le Center for Security Studies, tous deux implantés à l'EPF de Zurich, interrogent quelque 1200 personnes, femmes et hommes confondus, sur des thèmes en lien avec la politique extérieure, la politique de sécurité et la politique de défense. Cette année, le sondage a été réalisé juste avant l'émergence de la pandémie. Il montre qu'en janvier, 95% des interviewés se sentaient encore globalement en sécurité. Concernant les perspectives d'avenir pour la Suisse, 86% des avis étaient positifs contre 13% de prévisions pessimistes. Quant à l'évolution de la situation politique au niveau mondial, 72% des personnes interrogées se sont montrées pessimistes, comme en 2019, un résultat qui contraste avec l'optimisme affiché pour notre pays.

Confiance élevée envers les institutions

Depuis des années, la confiance envers les institutions en Suisse est élevée. Pourtant, en 2020, et pour la première fois depuis 2009, aucune institution n'a enregistré un gain de confiance significatif. La police figure en haut de l'échelle, conservant 7,9 points sur 10, bien que reculant statistiquement de 0,1 point. Les médias sont en perte de vitesse: ils obtiennent 5,4 points (0,4 pt). Les partis politiques enregistrent aussi une baisse de confiance avec un score de 5,4 points (0,2 pt).

Débat autour de la nécessité d'avoir une armée

77% des personnes interrogées estiment que la Suisse doit disposer d'une armée (2019: 79%). La raison principale avancée

est la défense (44%). Les prestations de sécurité viennent en deuxième position avec 43%, répartis comme suit: 30% pour l'aide en cas de catastrophe, 8% pour la protection de la population et 5% pour l'appui aux manifestations sportives ou de grande ampleur. 23% considèrent que l'armée n'est pas une nécessité. Cette appréciation se fonde principalement sur une mise en doute de son efficacité (44% des personnes jugeant que l'armée n'est pas nécessaire).

Niveau élevé des connaissances en politique de sécurité

Une autre thématique abordée par l'étude portait sur l'état des connaissances des Suissesses et des Suisses sur l'armée et la politique de sécurité. 45% des personnes interrogées ont su d'emblée dire que la défense relevait de la responsabilité de Mme la conseillère fédérale Viola Amherd, 30% connaissaient le budget annuel actuel de l'armée (5 milliards) et 47% ont déclaré avoir déjà entendu parler du développement de l'armée (DEVA).

Nouveau sondage prévu après la pandémie de coronavirus

Les études «Sécurité» sont régulièrement réalisées depuis 1991. L'institut de sondage LINK a collecté les données de «Sécurité 2020» entre le 6 et le 24 janvier 2020. Durant cette période, 1227 personnes issues du corps électoral de Suisse alémanique, de Suisse romande et du Tessin ont été interrogées par téléphone. L'erreur d'échantillonnage est estimée à +-2,9%. Compte tenu des circonstances particulières dues à la pandémie, l'ACAMIL réalisera par ailleurs cet été un sondage com-

plémentaire. Plusieurs questions de l'étude «Sécurité 2020» seront à nouveau posées, le but étant de relever les effets, directs et indirects, de la crise du COVID-19 sur la position de l'électorat suisse en regard des questions de sécurité et de politique de sécurité

Autre étude: regain d'intérêt pour l'armée

Indépendamment de l'étude «Sécurité», la chaire de sociologie militaire de l'ACAMIL mène des recherches sur le thème «Médias sociaux en tant que canaux de communication de l'Armée suisse». Dans cette étude, des personnes de 15 à 60 ans résidant en Suisse ont été interrogées dans le cadre d'un sondage représentatif en ligne sur leur perception et leur appréciation de l'Armée suisse. Cette année, le sondage a eu lieu en avril, c'est-à-dire au pire moment de la crise du coronavirus, d'où un feedback en temps réel sur l'engagement CORONA de l'armée.

Les résultats obtenus auprès des 1246 personnes interrogées montrent que, pendant cette crise (situation extraordinaire), un nombre sensiblement plus élevé de personnes qu'à l'habitude (76%) ont considéré que l'Armée suisse était nécessaire. Il s'agit là d'une augmentation significative par rapport aux deux années précédentes où la même question avait aussi été posée en ligne (2019: 66%; 2018: 64%). En outre, au cours de la période de la pandémie, 82% des personnes interrogées étaient d'accord avec la déclaration selon laquelle l'Armée suisse épaula les autorités civiles (2019: 70%; 2018: 71%). La satisfaction éprouvée pour les services rendus par l'armée au moment de cette crise était sensiblement plus élevée qu'à l'accoutumée: cette année, 63% de satisfaction contre 52% l'année précédente et 53% en 2018. Ainsi, en avril, 69% de la population a déclaré avoir une grande, voire une très grande, confiance en l'Armée suisse (2019 et 2018: 61%) et 66% une haute, voire très haute, estime d'elle (2019: 58%; 2018: 56%).

Toutefois, le positionnement des personnes interrogées reste statistiquement le même que les deux années précédentes en ce qui concerne les assertions selon lesquelles l'Armée suisse protège le pays et sa population, apporte son aide en cas de catastrophe et contribue à la promotion militaire de la paix. L'erreur d'échantillonnage est estimée à +-2,8%. Dans cette étude aussi, c'est l'institut LINK qui a collecté les données.

Association de la revue «Notre armée de milice»

Case postale 798 - 1401 Yverdon-les-Bains - Tél. 024 426 09 39 - Courriel: info@revue-nam.ch

Président: Lt-colonel Paul-Arthur Treyvaud
Vice-président: adj sof Georges Bulloz
Secrétaire: cap Daniëlle Nicod
Caissier: four Jacques Levailant
Administrateur: adj sof Jean-Hugues Schulé

Membres:
François Jeanneret, ancien conseiller national; sgt Eric Rabin; adj sof Germain Beucler; sgt Pierre Messeiller et Blaise Nussbaum.

Commission de rédaction:
sgt Francesco Di Franco.

Correspondants:
Berne: José Bessard, Suisse-romande et Tessin: Patrice Rossel, Francesco Di Franco

Le mortier 12 cm 16

Apte à l'utilisation par la troupe

Les aptitudes tactiques du mortier 12 cm 16 ont été évaluées en mars 2020 dans le cadre d'essais à la troupe sur la place d'armes de Bière. Les critères d'aptitude à l'utilisation par la troupe sont remplis, et le système pourra être employé par l'armée. La remise à la troupe du système de mortier est prévue à compter de 2024.

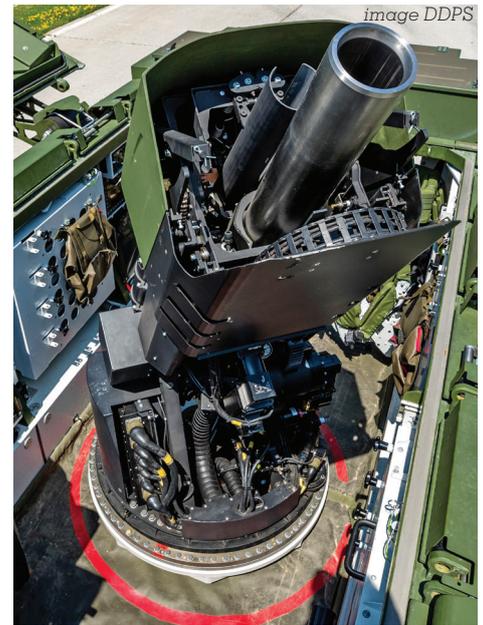
Les essais à la troupe du mortier 12 cm 16 ont été organisés en mars 2020 sur la place d'armes de Bière. La troupe a testé le système de mortier en vue d'évaluer ses aptitudes tactiques. Constatées au cours des essais techniques, les lacunes en matière de sécurité, qui avaient empêché la troupe de procéder à des tirs l'année passée, ont été comblées par l'industrie. Le mortier a maintenant pu être engagé lors d'exercices de tirs réels. Les critères d'aptitude à l'utilisation par la troupe sont remplis, et le système pourra être employé par l'armée.

La conclusion de ces essais marque une étape décisive pour ce projet d'armement. Les prochaines étapes consistent à préparer

et à signer le contrat de production en série. Ce contrat tiendra notamment compte du résultat des essais réalisés jusqu'à maintenant par l'industrie, armasuisse et la troupe. La remise à la troupe est prévue à partir de 2024.

À propos du projet

Le projet de mortier 12 cm 16 a été autorisé par le Parlement fédéral dans le cadre du message sur l'armée 2016. Le paquet global comprend 32 systèmes de mortier (véhicules porteurs et mortiers), douze camions, des munitions, du matériel logistique, ainsi que l'adaptation de seize véhicules de commandement déjà en service. Le véhicule porteur



est le char de grenadiers à roues Piranha IV 8x8 de la société GDELS-Mowag, tandis que le mortier retenu est le système d'arme Cobra développé par RUAG Suisse SA.

Empa

Le matériau de blindage le plus léger au monde

Les chercheurs de l'Empa (Laboratoire fédéral d'essai des matériaux et de recherche) ont réussi à rendre les aérogels utiles pour la microélectronique: Les aérogels à base de nanofibres de cellulose peuvent efficacement protéger des radiations électromagnétiques sur une large gamme de fréquences et sont inégalés en termes de poids.

Les moteurs électriques et les appareils électroniques génèrent des champs électromagnétiques qui doivent parfois être blindés afin de ne pas affecter les composants électroniques voisins ou la transmission des signaux. Les champs électromagnétiques à haute fréquence ne peuvent être protégés que par des enveloppes conductrices fermées. Souvent, on utilise à cet effet de fines feuilles de métal ou des feuilles métallisées. Cependant, pour de nombreuses applications, ce blindage est trop lourd ou ne peut pas être adapté à la géométrie donnée. Le matériau idéal serait léger, flexible et durable, avec une efficacité de blindage extrêmement élevée.

Les aérogels contre le rayonnement électromagnétique

Une équipe de recherche dirigée par Zhihui Zeng et Gustav Nyström a maintenant réalisé une percée dans ce domaine. Les chercheurs utilisent des nanofibres de cellulose comme base d'un aérogel, un matériau léger et très poreux. Les fibres de cellulose sont obtenues à partir du bois et, en raison de leur structure chimique, permettent une large gamme de modifications chimiques. Ils constituent donc un matériau de recherche prisé. Le facteur décisif dans le traitement

et la modification de ces nanofibres de cellulose est que certaines microstructures peuvent être produites de manière définies et que les propriétés ainsi obtenues peuvent être différentes. Ces relations entre structure et propriétés sont précisément le domaine de recherche de l'équipe de Gustav Nyström à l'Empa.

Les chercheurs ont réussi à produire un mélange de nanofibres de cellulose et de nanofils d'argent, et à créer ainsi des structures fines ultra-légères qui offrent un excellent blindage contre les rayonnements électromagnétiques. L'effet du matériau est impressionnant, car avec une densité de seulement 1,7 milligramme par centimètre cube, l'aérogel de cellulose renforcé d'argent atteint un blindage de plus de 40 dB dans la gamme de fréquences du rayonnement radar à haute résolution (8 à 12 GHz). En d'autres termes, Presque toutes les radiations dans cette gamme de fréquences sont bloquées par le matériau.

Les cristaux de glace contrôlent la forme

Ce n'est pas seulement le bon mélange de cellulose et de fils d'argent qui est déterminant pour l'effet du blindage, mais aussi la structure des pores du matériau. À l'in-

térieur des pores, les champs électromagnétiques sont réfléchis et induisent des champs électromagnétiques dans le matériau composite, qui neutralisent le champ irradié. Pour créer des pores de taille et de forme optimales, les chercheurs déposent le matériau dans des moules pré-refroidis et les laissent geler lentement. La croissance des cristaux de glace crée une structure de pores optimale pour atténuer les champs électromagnétiques.

Avec cette méthode de production, l'atténuation peut même être directionnelle: Si le matériau gèle dans le moule de bas en haut, l'atténuation électromagnétique est plus faible dans le sens vertical. Dans la direction horizontale - c'est-à-dire à angle droit par rapport à la direction du gel - l'atténuation est maximale. Les structures de blindage ainsi coulées sont très flexibles: même après avoir été pliées mille fois en avant et en arrière, l'effet de barrière est pratiquement le même qu'avec un matériau neuf. L'absorption souhaitée peut même être facilement ajustée en ajoutant plus ou moins de nanofils d'argent au mélange, par la porosité de l'aérogel coulé et l'épaisseur de la couche coulée.

Le bouclier électromagnétique le plus léger du monde

Dans une autre expérience, les chercheurs ont remplacé les nanofils d'argent avec des nanoplaques bidimensionnelles de carbure de titane, qui ont été produites en utilisant un procédé de gravure spécial. Les nanoplaques agissent comme des «briques» dures qui sont assemblées avec le «mortier» flexible fait de fibres de cellulose. Ce mélange a également été gelé de manière ciblée. Par rapport à son poids, aucun autre matériau ne peut réaliser un tel blindage. Cela fait de l'aérogel de nanocellulose au carbure de titane le matériau de blindage électromagnétique le plus léger au monde.

24 milliards

Années 2020 à 2024

Les dépenses de l'armée ne sont presque pas contestées par la Commission de la politique de sécurité du Conseil national. L'organe a approuvé des dépenses de près de 24 milliards pour les années 2020 à 2024. Une minorité veut renvoyer le projet au gouvernement. Les menaces se sont diversifiées et évoluent en permanence. Il est primordial que les crédits demandés soient alloués, a estimé la commission mardi 11 août 2020.

GSsA

Initiative rejetée

Après le national, c'est le Conseil des États qui a rejeté par 32 voix contre 13 l'initiative populaire sur le financement des producteurs de matériel de guerre portée par le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA). Le texte vise à interdire le financement des producteurs de matériel de guerre dans le monde. Les fondations et les institutions de prévoyance ainsi que la Banque nationale ne pourraient plus financer les entreprises réalisant plus de 5% de leur chiffre d'affaires annuel avec ce matériel.

Moudon

Nouveaux officiers

La cérémonie de promotion de l'école d'officiers au grade de lieutenant a eu lieu en l'église Saint-Etienne, à Moudon sous le commandement du colonel EMG Peter Scheidegger, cdt de l'École hôpital 41. Le message des autorités politiques a été apporté par le Conseiller national Michael Buffat. «Notre armée sait répondre présent», a-t-il ajouté, en référence au coronavirus, avant de conclure par «Vive la Suisse».

Bure

Un salon près de la caserne

Dans *Le matin dimanche* du 9 août dernier un titre accrocheur «Un salon érotique inquiète le village» Interrogé par le journaliste cela a fait soupirer le commandant de la place d'armes de Bure: «Les promoteurs se font de grandes illusions quant au succès de ce salon. Il est situé juste en face de la caserne, au bord d'une route très fréquentée, donc pour la discrétion c'est zéro. Et les soldats qui passent par Bure ont entre 20 et 30 ans, et ce n'est pas leur lieu de prédilection. Ce n'est pas un endroit où l'on va en bande. Ces gens auraient été mieux inspirés de penser à un billard ou un bowling. Au pire un cabaret.» Et pour le maire du village, «ce projet ne dit rien de bon». Y aura-t-il des oppositions? Mais en attendant cela donne au moins un sujet de discussion érotique!

Br Fritz Stoeckli

Heurs et malheurs d'un cryptographe

Parfois, en Suisse, l'unité confédérale a été mal réalisée. Pendant la Première Guerre mondiale, les Romands et les Alémaniques étaient divisés. Dans l'opinion, le déchiffrement des dépêches diplomatiques étrangères amplifia le phénomène. Bientôt, un spécialiste des «écritures secrètes» défraya la chronique.



Le CC Dominique Andrey et le br Fritz Stoeckli.

André Langie (1871-1961) était un docteur ès lettres; ce personnage énigmatique exerçait, à Lausanne, le métier de bibliothécaire. Patriote, il regrettait de ne pas avoir été incorporé dans l'armée. Mais, dès le début du conflit, Langie œuvra, à titre civil, au sein du Service de renseignement. L'intéressé écrivait ceci: «Je me suis mis à l'ouvrage, avec le zèle d'un citoyen à qui il a manqué trois centimètres de thorax pour être soldat, et dans le désir d'être utile à mon pays». Maîtrisant 32 langues, Langie a laissé des ouvrages spécifiques, dont la valeur est reconnue loin à la ronde. Citons «De la cryptographie, étude sur les écritures secrètes» (Paris, Payot, 1918, 254 pages), et «Comment j'ai déchiffré les dépêches russes et allemandes en 1915» (Lausanne, T. Geneux, 1944, 30 pages).

Une traversée du désert

A Pully, le br Fritz Stoeckli présentait ses travaux de recherche, relatifs à «l'affaire des colonels». Issus, pour la plupart, de milieux militaires ou paramilitaires, les auditeurs étaient nombreux.

Rappelons ces quelques faits. En 1916, le chef du Service de renseignement, le col EMG Friedrich Moritz von Wattenwyl (1867-1942) et son adjoint, le col EMG Karl Egli (1865-

1925) furent relevés de leurs fonctions. On reprochait à ces deux officiers supérieurs la communication, en violation de la neutralité, de bulletins secrets aux attachés de défense allemand et austro-hongrois. Engagé par von Wattenwyl, Langie avait décrypté, notamment, des documents russes.

La rédactrice du «Dictionnaire historique de la Suisse» donne ce commentaire: «l'affaire engendre une crise de confiance d'ampleur nationale. Dans la population, elle renforce le sentiment de l'existence de fossés séparant régions et milieux. Les intellectuels et les politiciens engagent un débat sur la valeur de la neutralité, débat qu'aggrave l'issue incertaine du conflit. Mettant en doute l'impartialité des cercles dirigeants de l'armée, l'affaire confirme aussi les profondes divergences opposant, à Berne, le Conseil fédéral et le général».

Cependant, les historiens n'ont pas encore totalement explicité une telle péripétie. Pour ceux-ci, le br Stoeckli parle d'une «traversée du désert». Mais, encore peu explorées, les archives militaires russes recèlent certainement des documents significatifs. Notamment, le br Stoeckli évoque des télégrammes découverts en 2018; ils proviennent de l'attaché de défense à Berne, le



Le maj Pierre-Marc Burnand et le col Albert Dutoit; le br Fritz Stoeckli et l'historien Daniel Sprecher.



Le four Billy Meyer et l'adj EM Cédric Meillaud; le maj Jean-Marc Pétermann et le col EMG Kurt Oesch; le journaliste de télévision Hansjürg Zumstein.

général russe Sergueï Alexandrovich Golovan (1872-1927). D'autre part, des travaux académiques récents donnent un éclairage nouveau sur le fonctionnement des institutions suisses, et particulièrement, pour la période du début du vingtième siècle; nous pensons à ce livre de Daniel Sprecher, intitulé «Generalstabschef Theophil Sprecher von Bernegg: seine militärisch-politische Leistung unter besonderer Berücksichtigung der Neutralität» (Zürich, NZZ Verlag, 2000, 942 pages).

Le CC Theophil Sprecher von Bernegg (1850-1927) fut un officier très en vue. Evincé en sourdine, le 3 août 1914, du poste de commandant en chef de l'armée, Sprecher von Bernegg confirma ses compétences à la tête de l'Etat-major général. Lors de «l'affaire des colonels», ce commandant de corps prit la défense de ses subordonnés, von Wattenwyl et Egli. A cette occasion, Sprecher von Bernegg présenta ses conceptions de la neutralité; il évoqua la difficile mise en œuvre qui en résulte: «je crois que si nous devons tolérer des atteintes à nos droits de neutralité selon le bon vouloir des belligérants, nous n'avons pas à observer si servilement et si minutieusement nos devoirs de neutralité». Aujourd'hui, les observateurs affirment que «le SR suisse avait agi au profit de la sécurité du pays, mais de manière illégale par rapport aux décisions politiques».

Vénééré, et conspué

Pendant sa conférence, le br Stoeckli décrivait ainsi André Langie: «un cryptologue génial, mais un homme introverti et de caractère difficile. Langie entra dans le monde militaire et collabora au SR sans expérience. Il devint une victime collatérale de l'affaire et une bête noire des enquêteurs». Lors du procès qui se tint au début de l'année 1916, von Wattenwyl et Egli obtinrent leur acquittement. Sympathisants des conceptions militaires prussiennes, ces deux prévenus suscitaient la désapprobation des habitants de la Suisse romande, plutôt favorables à la France et à la Russie. Neutre, la Confédération helvétique ne devait, en aucun cas, fournir des documents aux belligérants, et surtout pas aux Allemands. Mais, témoin à charge, Langie ne présenta pas des arguments convaincants. Le conseiller fédéral vaudois Camille Decoppet (1862-1925) et le général zurichois Ulrich Wille (1848-1925) ne se trouvant pas sur la même longueur d'onde, le clivage s'accroît entre les Romands et les Alémaniques.

Le jeudi 7 novembre 2019, M. Daniel Sprecher était présent à Pully; en outre, on rencontrait le journaliste de télévision Hansjürg Zumstein. Le dernier nommé a fait un reportage, où des acteurs incarnent les personnes impliquées dans «l'affaire des colonels»; les scènes sont entrecoupées par les réflexions de plusieurs historiens (dont M. Sprecher). En regardant le documentaire

de M. Zumstein, le spectateur aperçoit une personnalité très active: le divisionnaire, conseiller national et rédacteur en chef de la «Gazette de Lausanne», Edouard Secrétan (1848-1917). Dans son journal, Secrétan qualifiait Langie de «héros». Mais, le cryptologue était dépité: des représentants de la presse suisse alémanique l'avaient traité de «psychopathe».

P.R.

Recommandations

Épilepsie et armes à feu

En collaboration avec les autorités, la Ligue Suisse contre l'Épilepsie a élaboré une notice intitulée «Possession d'armes et épilepsie». Utilisateurs, experts et offices cantonaux des armes disposent ainsi de recommandations claires concernant la manipulation d'armes par des personnes atteintes d'épilepsie.



image DDPS

«Notre notice est un plaidoyer en faveur d'une procédure uniforme en Suisse», déclare le Prof. Dr Stephan Rüegg, past-président de la Ligue contre l'Épilepsie. « Nous voulons d'une part réduire les risques, et d'autre part, permettre fondamentalement aux personnes atteintes d'épilepsie de s'engager dans le tir sportif, de chasser ou de collectionner des armes.»

La conduite automobile comme indicateur

Conformément à la loi suisse sur les armes, les propriétaires d'armes ne devraient pas donner «lieu de craindre qu'ils utilisent l'arme d'une manière dangereuse pour eux-mêmes ou pour autrui». Comme d'autres maladies, les crises épi-

leptiques peuvent entraîner des mouvements involontaires dont la personne n'a pas conscience et qu'elle ne contrôle pas. La personne qui tient une arme à feu chargée dans ses mains à ce moment-là représente un danger pour elle-même et pour les autres.

Dans sa nouvelle notice, la Ligue Suisse contre l'Épilepsie recommande que les personnes atteintes d'épilepsie qui sont autorisées à conduire (en général, c'est le cas au bout d'un an sans crise) puissent également acquérir, posséder et utiliser une arme à feu dans la mesure où aucun autre motif ne s'y oppose. Chaque cas est contrôlé individuellement par les autorités compétentes en tenant compte des recommandations de la Ligue Suisse contre l'Épilepsie.

Après une crise, les propriétaires d'armes devraient arrêter immédiatement de manipuler des armes et consulter un neurologue - un conseil valable également en cas de première crise. Les médecins traitants devraient informer leurs patients en conséquence. Conformément à la loi sur les armes, ils disposent si nécessaire d'un droit de communiquer malgré le secret médical.

Possession d'armes et épilepsie

L'épilepsie est la maladie neurologique chronique la plus répandue, elle affecte environ 80 000 personnes en Suisse. Les deux tiers environ n'ont pas de crises grâce aux médicaments.

www.epi.ch

Citroën C5 Aircross
**Très bien équipée
 et des tarifs bas**



Alors que la version hybride arrive, la C5 Aircross de 2018 est super dotée pour aisier les convoitises. C'est réussi!

Le SUV compact C5 Aircross a été revu en profondeur. Sa vocation familiale est toujours bien ancrée, ses dimensions et son équipement l'attestent. Le SUV fait la part belle à ses occupants qui bénéficient d'un confort particulier: un fauteuil indépendant pour chacun, soit cinq, et d'une souplesse surprenante, pour ne pas dire inhabituelle: plusieurs couches de mousse donnent un moelleux qui, en complément des amortisseurs à butées hydrauliques progressives, permettent de lisser toutes les imperfections de la route. L'intérieur du C5 Aircross est plaisant. Le tableau de bord s'est doté de deux écrans multimédias, le premier derrière le volant et le second, une tablette tactile, est au centre. Mais sa carte mère est incontestablement sa modularité incomparable. Avec ses trois sièges arrières à largeur identique coulissants, le volume du coffre varie au besoin entre 580 et 720 litres en rabattant les dossiers.

Pour ce qui est des motorisations, la marque aux chevrons propose deux moteurs à essence intéressants, le 1.2 Pur-Tech, un 3 cylindres développant 130 ch ou le 1.6 Purtech de 180 ch. Le premier n'est proposé qu'avec une boîte manuelle à 6 vitesses et le second, seulement avec une boîte automatique à 8 rapports que l'on retrouve également sur les deux moteurs diesel de 130 et 180 ch.

Le C5 Aircross est un des SUV les plus accessibles du marché. CHF 31700 pour le premier à essence et CHF 34300 pour le diesel, c'est un bon prix, mais il faudra faire avec quelques détails qui plaisent moins. Pour être plus confortables, les moteurs 180 ch, tous deux à CHF 45700 sont préférables. fdf

Site de la marque: www.citroen.ch



Mazda 3 HB Skyactiv-X 180 M Hybrid AWD

Quand le thermique a un futur

Mazda a pris un virage en optimisant à l'extrême les avantages du moteur à essence et du diesel. Au final, plus de couple et moins de consommation. En plus d'un beau résultat stylistique.



lui confère un caractère très sportif. Certes, il a de quoi assurer de ce côté. Une excellente boîte manuelle à six vitesses, une bonne tenue de route, une direction précise et un couple de 224 Nm offrent de bons agréments pour tout type de conduite. Et côté sécurité, toutes les assistances, aide, alerte s'y trouvent.

A bord, cela respire le bien-être, la qualité de finition avec un tableau de bord

C'est un renouveau ou un sursis de plus pour les moteurs atmosphériques? Qui sait, avec Mazda, la partie n'est pas finie. Preuve en est ce nouveau Mazda 3 très plaisant qui arrive avec un tout nouveau moteur essence révolutionnaire, le Skyactiv-X qui, à cylindrée égale de son Skyactiv-G, consomme 25% de moins. Des arguments de vendeur? Nous ne pouvons pas le prouver mais si trouver une berline à transmission intégrale avec un moteur essence de 2.0 litres de cylindrée qui consomme moins de 6 litres au 100 km... Ce n'est pas gagné.

Élégante et singulière, le nouveau Mazda 3 est attirant et affiche une vraie personnalité. Le rouge cristal lui va bien, il pourrait même

et les portières recouvertes de cuir, une sono Bose avec 12 haut-parleurs, une nouvelle tablette centrale, un affichage tête-haute, reconnaissance des panneaux de signalisation, il y en a pour tous les occupants.

Cette version HB, soit avec hayon à l'arrière, ou plus simplement une 5 portes, offre des proportions très intéressantes, même si le coffre n'atteint pas des records (334 ou 1026 litres, dossiers rabattus), les occupants ne sont pas en reste.

Passons à l'addition, rien d'effolant: CHF 37 590 pour cette version à traction intégrale. Pour CHF 27 990, la 122 ch à traction mérite aussi qu'on s'y intéresse. fdf

Site de la marque: www.mazda.ch

Nissan Juke DIG-T 117 7DCT

Un design toujours aussi typé

Reconnaisable au premier coup d'œil, le nouveau Juke a bien évolué. Plus de place pour les occupants, des finitions de meilleure qualité et une technologie très à jour.



6 vitesses ou la boîte DCT à double embrayage. A choisir, la manuelle permettra d'exploiter au mieux sa puissance. La DCT aussi, pour autant qu'on oublie les modes de conduite Eco et Standard. Il faut la bloquer sur Sport, avec comme effet corollaire, une consommation qui passe de 6,5l/100 km comme indiqué par le fabricant à 8,4l/100 km.

Au voulant du nouveau Juke, nous avons constaté un bon niveau de confort et une insonorisation efficace. Après quelques kilomètres sur différentes qualités de revêtement, nous notons une bonne tenue de route et des suspensions très efficaces: dure ce qu'il faut pour un meilleur confort.

Le nouveau Juke a toujours un excellent rapport prestation/prix. En entrée de gamme, il est proposé à CHF 21590 pour arriver, 4 finitions plus loin à CHF 29640 ou CHF 31540 avec la boîte DCT. A ce prix, c'est «All inclusive» avec tous les dispositifs Nissan d'aide à la conduite. Le nouveau Juke attirera encore de nombreux fans en attendant la version hybride. fdf

Site de la marque: www.nissan.ch

Protection NBC

Nouvelle stratégie nationale

La Commission fédérale pour la protection ABC (ComABC) a complètement remanié la stratégie nationale de protection NBC. Le Conseil fédéral en a été informé lors de sa séance du 24 juin 2020. La stratégie prend en compte les nouveaux développements technologiques et l'évolution de la situation mondiale en termes de sécurité, mais aussi l'augmentation du risque d'épidémie. Elle est appelée à servir de base à long terme pour la protection de la population, de l'environnement, du territoire et de la place économique suisse dans le domaine NBC.

image DDPS



La situation en termes de menace et de danger dans le domaine des événements nucléaires, biologiques et chimiques (protection NBC) est devenue plus tendue ces dernières années à l'échelle planétaire. Les raisons en sont d'une part de nouveaux développements, notamment dans les biotechnologies, mais aussi d'autre part une multiplication des événements NBC. Mentionnons à ce titre l'accident de réacteur de Fukushima, l'attentat à l'arme chimique à Salisbury (Grande-Bretagne), les épidémies de maladie à virus Ebola en Afrique centrale et occidentale ou encore l'emploi de toxiques chimiques de combat en Syrie. Dans ce contexte, la ComABC a mis à jour sa «Stratégie de protection ABC pour la Suisse» datant de 2007 en y associant des partenaires de la Confédération et des cantons ainsi que des tiers.

Quatre axes principaux

La nouvelle stratégie s'articule autour de quatre axes principaux: «simplifier la protection NBC», «interconnecter les prestations», «accroître et étendre les capacités» et «sensibiliser, motiver et informer». Elle vise une augmentation de l'efficacité en matière de maîtrise d'événements NBC et de préparation. Les premiers enseignements tirés de la crise du COVID-19 ont confirmé l'importance fondamentale de ces orientations. La Suisse dispose désormais d'un outil d'information complet afin de lui

permettre d'améliorer sa protection NBC pour les années à venir.

La stratégie s'adresse aux organisations et aux personnes ayant pour mission la protection des êtres humains, des animaux, de l'environnement et des biens dans le domaine NBC. Il s'agit notamment des responsables politiques, des autorités à tous les échelons, des services chargés de la planification, des responsables en matière de sécurité, des services chargés de différents événements, des organisations d'intervention, des hôpitaux et d'autres organes des milieux scientifiques et économiques.

Commission fédérale pour la protection ABC

La Commission fédérale pour la protection ABC (ComABC) est une commission administrative et extraparlamentaire permanente au sens de l'ordonnance du 25 novembre 1998 sur l'organisation du gouvernement et de l'administration (OLOGA). Elle donne des recommandations au Conseil fédéral et aux organes d'intervention de la Confédération et des cantons. Ses membres apportent leur expérience et leur expertise acquises au sein de la Confédération, des cantons, de la recherche, de l'industrie et des organisations d'intervention. La ComABC est rattachée administrativement à l'Office fédéral de la protection de la population (OFPP) et est appuyée par un secrétariat scientifique domicilié au Laboratoire de Spiez.

Promotions dans les rangs latins

Dans le corps des officiers

Les officiers latins promus avec effet au 1^{er} juillet 2020 au grade de colonel: Scherz Stephan, Autigny.

Au grade de major: Claivaz Lionel, Corminboeuf.

Au grade de capitaine: Gobet Rodolphe, Bulle; Gygli Pascal, La Tour-de-Peilz; Martin Pierre, St-Cergue; Merisi Diego, Stabio; Pahud David, Chêne-Bourg; Sulliger Philippe, 1112 Echichens.

Promotions dans les rangs latins

Dans le corps des sous-officiers

Les sous-officiers latins promus avec effet au 1^{er} juillet 2020 au grade d'adjudant d'état-major: Bousson Loïc, Portalban; Olier Michaël, Genève.

14 juillet en France

La Suisse à l'honneur

Un détachement de soldats suisses portant le drapeau helvétique et défilant devant le président de la République Française Emmanuel Macron, à l'occasion de la fête nationale de nos voisins Français, c'est l'une des images que l'on retiendra de ce 14 juillet particulier à Paris. Des invités de marque étrangers avaient également été choisis pour leur contribution à la lutte contre le Covid 19. Parmi eux, M. Alain Berset, conseiller fédéral en charge de la santé. Notons pour la petite histoire que sur les réseaux sociaux les remarques parfois stupides et désobligeantes ont fait sourire plus d'uns parce que le détachement du Lt-colonel EMG Sébastien Rouge, officier instructeur en stage à l'École de Guerre à Paris, ne marchait pas au pas, du moins un moment. La critique est aisée et pas constructive!

Armement

Exportations doublées

Les exportations de matériel de guerre ont presque doublé au premier semestre de cette année. Elles se sont établies à plus de 501 millions de francs, contre 272 millions à la même période de 2019. L'Europe arrive en tête des destinataires. Elle a importé pour presque 270 millions de francs d'armes suisses, selon les chiffres du Secrétariat à l'économie (Seco).

**POUR VOTRE
PUBLICITÉ
LIRE EN PAGE 5**

La vie des sections

ASSO - Association suisse de sous-officiers
ASSU - Associazione Svizzera di Sottufficiali



Président central: sgt Peter Lombriser

Responsable communication:
 Monika Bregy, medien@suov.ch

Secrétariat central: Genny Cramer
 079 654 65 62, genny.cramer@suov.ch

Adresse internet: www.suov.ch

Cette rubrique est ouverte à toutes les sections ASSO et autres groupements. Textes et photos à faire parvenir à la rédaction de **Nam**, case postale 798, 1401 Yverdon-les-Bains ou par courriel à redaction@revue-nam.ch. Délai de la remise des textes: lire en page 5.

CISOR

La Confédération Interalliée des Sous-Officiers de Réserve CISOR

La CISOR sera présidée en 2021 et 2022 par la Suisse avec aux commandes, l'adj sof Germain Beucler (ASSO Reconvilier et env.). Une compétition internationale est organisée du 6 au 9 mai 2021 à Thun.

La Confédération Interalliée des Sous-Officiers de Réserve (CISOR), jusqu'en 2013 Association Européenne des Sous-Officiers de Réserve (AESOR), est l'organisation faitière des associations nationales des sous-officiers de réserve des pays de l'OTAN et au-delà. La CISOR compte, aujourd'hui, 16 pays membres. La Belgique assume actuellement la présidence. Cette association, à caractère non politique et sans but lucratif, a été fondée le 1^{er} juin 1963 à la base navale de Toulon. La ratification de la Charte a été faite par les représentants des sous-officiers de la Belgique, du Luxembourg, de la République fédérale d'Allemagne, de la Suisse et de la France. L'association a changé son nom le 22 février 2013, à l'unanimité des pays membres. Le nouveau nom est «Confédération Interalliée des Sous-Officiers de Réserve (CISOR)». La CISOR est politiquement indépendante. L'organisation représente les intérêts des associations de sous-officiers de réserve. Des Congrès sont organisés les années paires. Les délégations nationales sont représentées par un vice-président CISOR, qui est également le chef de la délégation, et jusqu'à cinq membres au sein des commissions. Le président de la CISOR est actuellement Michel d'Alessandro (Belgique), ceci jusqu'à fin 2020. La présidence sera



Parmi les disciplines de la compétition, le lancer de corps de jet et la natation.



Une partie des équipes après la course à Säkylä/Finlande.

reprise par la Suisse (ASSO) un comité ad-hoc a été formé et sera présidé par l'adj sof Germain Beucler (ASSO Reconvilier et env.) pour les années 2021 et 2022. Le témoin sera ensuite passé aux sous-officiers de la Bundeswehr pour les années 2023 et 2024.

Aujourd'hui l'association comprend des sous-officiers de réserve des pays suivants: Autriche, Belgique, Finlande, Espagne, Estonie, Slovaquie, Suisse, Danemark, Pologne, France, Pays-Bas, USA, Royaume Unis et la République fédérale d'Allemagne ainsi que le Canada comme un pays allié. Deux nations seront observatrices depuis 2021; le Portugal et la Suède. Les nations assurent, à tour de rôle, la présidence pendant deux ans. La CISOR fonctionne avec un bureau et des commissions. Une compétition sportive de plusieurs jours les années impaires.

L'adj sof G. Beucler aura le privilège de présider aux destinées de la CISOR pour la cinquième fois après l'adj sof Emile Fillettaz (1970-1971), l'adj sof Viktor Bulgheroni (1980-1981), l'adj sof Robert Nussbaumer (1990-1991), l'adj sof Alfons Cadario (2004-2005). Selon le tournoi, après l'édition 2021-2022, la prochaine présidence suisse devrait avoir lieu dans une trentaine d'années.



Depuis sa création la CISOR a apporté sa contribution à renforcer l'alliance pour le développement des politiques de leurs pays d'origine en matière de sécurité. La CISOR promeut et organise l'auto-éducation et la formation, des séminaires et des réunions pour les sous-officiers de réserve sur le plan international.

La CISOR met en œuvre tous les moyens à sa disposition pour diffuser une image positive du sous-officier de réserve. Les statuts



actuels prévoient que, avec les autorités civiles et militaires nationales et internationales, la CISOR contribue à la création d'un système de défense international pour garantir la liberté dans le monde. Ses objectifs sont les suivants:

- a) participer à la création d'un statut commun pour tous les réservistes.
- b) renforcer les capacités militaires de tous les membres, à la fois théorique et pratique, en vue



Séance du comité central CISOR à Helsinki



Compétition 2019 à Säkyälä/Finlande, les équipes suisses

d'améliorer et de développer un esprit de défense et de sécurité constante.

Afin de remplir ses objectifs, la CISOR a liée, depuis quelques années, une étroite collaboration avec la Confédération Interalliée des Officiers de Réserve, (CIOR) profitant des infrastructures mises en place par cette dernière, ceci sans toutefois avoir pour objectif une fusion entre les deux associations.

Les disciplines de la compétition (Thun)

- Piste d'obstacles normes OTAN (Hiba)
- Course d'orientation 12 postes obligatoires (OL)
- Cross country 8 km (GL)
- Tir fass 90 à 300 m
- Tir pistolet à 25 m
- Biathlon tirs 300 m
- Natation 50m avec obstacles
- Lancer corps de jet fenêtré à 20 m

Entraînements et sélection (St-Maurice)

Samedi 10 octobre 2020
Samedi 31 octobre 2020

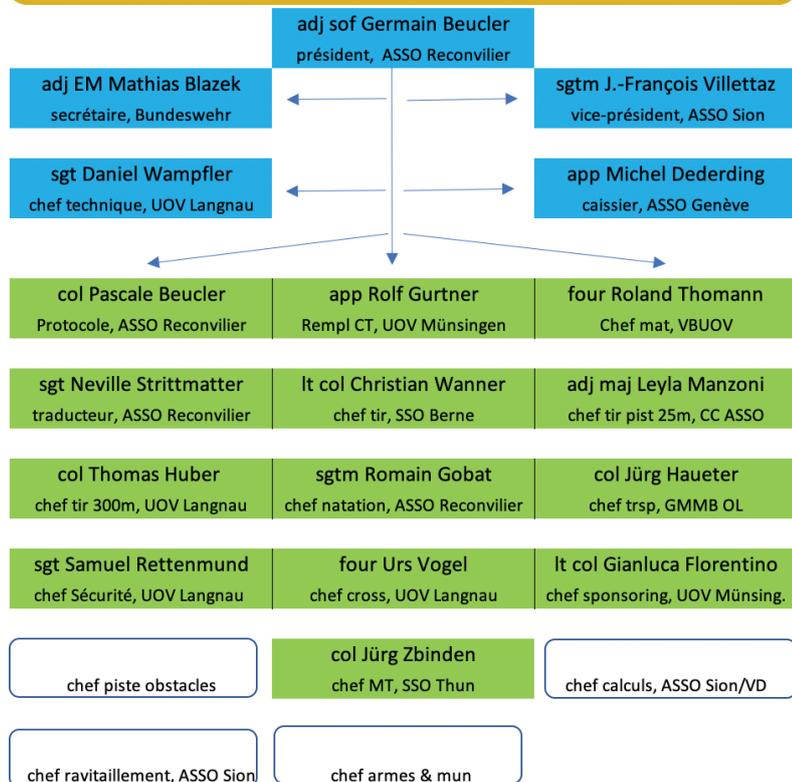
Inscriptions: sgtm J.-François Villettaz
jfvillettaz@hotmail.com, 079 784 29 26

Autres informations sur le site de l'ASSO: www.suov.ch

**Confédération Interalliée des
Sous-Officiers de Réserve**

PRESIDENCE SUISSE

Swiss Presidency 2020-2022



ASSO Vaud

Avec l'EO SOF de l'ER inf 2

Le 8 juin dernier l'ASSO a eu la chance de participer à l'exercice final «CAPO» de l'école sous-officier de l'ER inf 2 à Colombier (NE).



Sous la météo «aléatoire» de Planeyse le groupe instruction de l'ASSO Vaud a pu montrer son savoir-faire et son professionnalisme dans le rôle de plastron au travers de cinq scénarios ayant en commun le contexte de surveillance aux frontières et l'appui au Corps des gardes-frontières. Scarface, Cocktail, Taken, Narcos et Fast and Furious ont permis de tester la conduite des futurs sous-officiers à travers des situations particulières. La direction de l'exercice et la critique étant aussi assurées par nos soins.

Mission réussie! Ce sont plus de 17 groupes totalisant plus de 115 aspirants qui ont «affronté» les réactions de nos plastrons et ainsi pu démontrer leurs compétences et acquérir une expérience précieuse dans la bonne humeur. On peut se réjouir qu'un groupe a



réussi un parcours parfait et gagné ainsi le maximum de 1000 pts. Merci au commandant de l'ER inf 2, le col EMG Patrick Huber et à son remplaçant, le Lt-col Nicolas Joly, qui ont permis à notre association de se présenter aux candidats. Et merci aux 8 moniteurs pour avoir sacrifié de leur temps libre pour animer ces exercices et se retrouver menottés, sprayés ou couchés au sol à de multiples reprises !



ASSO Lausanne

Des leaders expérimentés

L'anglicisme a été choisi par l'adj chef Etienne Bernard. Ce militaire de carrière souhaite démontrer que dans la société, et plus particulièrement au bénéfice de l'économie, les sous-officiers apportent une plus-value.



Le four Billy Meyer et l'app Roland Pittet.

L'adj chef Bernard travaille en qualité d'aide de commandement du commandant de la Div ter 1. De plus, ce chef apprécie la vie associative. Très récemment, il est devenu membre de l'Association suisse des sous-officiers, section de Lausanne.

Jeudi 18 juin 2020, les adhérents à ladite association se réunissaient en assemblée générale. La réunion était organisée à Pully, dans le cadre de «Verte-Rive», l'ancienne propriété du général Henri Guisan. L'intendant des lieux, l'adj sof Thierry Christinat exhortait les participants à observer les prescriptions sanitaires relatives au nouveau coronavirus: stérilisation des mains, distanciation sociale, etc. Précisons d'autre part que l'adj sof Christinat est inscrit à l'ASSO Lausanne.

Depuis 2019, le four Billy Meyer préside le groupement en question; le 18 juin 2020, un prédécesseur, l'adj EM Cédric Meillaud a été élevé à la dignité de membre d'honneur. Celui-ci rappelait que, 80 années auparavant, le général de Gaulle lançait son célèbre appel à la résistance: «la France a perdu une bataille! mais la France n'a pas perdu la guerre!». L'adj EM Meillaud relevait encore la date du 26 septembre 2009; elle avait été choisie afin de célébrer le 150^e anniversaire de la Société des sous-officiers de Lausanne (fondée le 26 mars 1859). En cette année 2009, afin d'honorer les devanciers et les successeurs, des personnalités nombreuses étaient présentes. Citons, par exemple, le cdt de la Rég ter 1, le div Jean-François Corminboeuf; le futur chef de l'armée, le br Philippe Rebord; le petit-fils du général Guisan, le maj Maurice Decoppet. En 2009, l'adj EM Meillaud débutait sa présidence; pour ses dix années passées à la tête de l'ASSO Lausanne, l'intéressé a reçu, en cadeau, un mousqueton 31: une telle arme était utilisée, le 18 juin 1940, quand les soldats suisses défendaient le territoire.

Départs, relèves

Le four Billy Meyer pria l'assistance de se lever. On évoquait la mémoire des disparus. Le 6 avril 2019, à l'âge de 76 ans, l'adj sof Pierre Leiggener quittait ses amis; durant 17 années (jusqu'en 2017), l'adj sof Leiggener fut l'intendant de «Verte-Rive». Le 19 mai 2019, le maj Jean-Paul Hürlimann (78 ans) s'en allait; il présida le Groupement des vétérans de l'ASSO Lausanne (2013-2019). Le 15 décembre 2019, le cap Jean-Louis Brasey (79 ans) partait également; le cap Brasey fonctionna en qualité d'officier fédéral de Tir de l'arrondissement 1 (1989-2006). Et le 21 janvier 2020, l'adj sof Raymond Annen (87 ans) laissait aussi ses camarades.

Les membres de l'ASSO Lausanne s'adonnent à des activités variées: exercices militaires, tirs, marches en souvenir du général Guisan, sorties à skis, présences lors de manifestations commémoratives, etc. Des points sont attribués; ils permettent de désigner les compétiteurs et les participants les plus zélés. Le 18 juin 2020, la première place du «challenge mérite» revenait à l'app Roland Pittet (365 points); ce vainqueur était entouré par le cpl Charles Chevalley (310 points) et par le four Billy Meyer (290 points).



Le cpl Jules Pahud, le cpl Louis Prodolliet, l'app Roland Pittet, le lt col Daniel Meillaud.

Les jeunes côtoient les aînés. Le sgt Julien Mermod (8^e place) suivait de près le cpl Jean Bigler (7^e place). Relevons que plusieurs officiers sont nommés sur la liste du «challenge mérite»: le col EMG Philippe Masson (un ancien président de la Société vaudoise des officiers); le colonel EMG Francis Rossi (il fut, naguère, officier instructeur); le col Gérard Bugnon (autrefois, un chef du Service de la Sécurité civile et militaire du canton de Vaud); le col Albert Dutoit (le conservateur émérite du Musée militaire vaudois); le maj Bernard Burri (il dirige, présentement, la Marche romande Général Guisan), etc. Sans négliger l'ASSO Lausanne, des personnes mènent en parallèle d'autres activités associatives. Mentionnons, en particulier, Mme Viviane Gay (présidente de «Femmes et politique de sécurité»), et le sdt Catherine Bolens.

En fin de séance, l'adj chef Etienne Bernard parlait des relèves dans le corps des sous-officiers. Afin de réaliser celles-ci, les dirigeants doivent susciter un engouement pour les fonctions de cadres. La jeunesse s'intéresse certainement aux éléments suivants: formation continue, garantie d'un recrutement quantitatif et qualitatif, planification et gestion d'une carrière, perfectionnement, en particulier, pour le renforcement de l'interaction entre le sous-officier et l'officier. En outre, le milicien entrevoit des liens entre le service militaire et le travail dans la société civile. «Nous devons effectuer un travail d'information et de lobbying efficace au travers des cercles de l'économie, afin de vendre le sous-officier en tant que "leader expérimenté". Alors, les spécialistes des ressources humaines reconnaîtront en lui un individu responsable, au bénéfice d'une expérience pratique et capable de diriger une équipe. Il représentera une valeur sûre». P.R.



L'adj sof Richard Duss; le four Billy Meyer et l'adj EM Cédric Meillaud.



Sdt Loïc Lavanchy; sdt Catherine Bolens; four Philippe Papetti, sdt Sébastien Demarchi.



Le sgt Claude Michlig et le cpl Jean Bigler; le sgt Julien Mermod; l'app Jean-Marc Gogerat et le sgt chef Olivier Bloch; le col Stéphane Goy et l'adj chef Etienne Bernard.

Prima della crisi dovuta al coronavirus

Studio Sicurezza: valutazione positiva del futuro

Lo studio «Sicurezza» viene pubblicato ogni anno dall'Accademia militare (ACMIL) presso il PF di Zurigo e dal Center for Security Studies (CSS) del PF di Zurigo. Quest'anno i dati riguardo a temi in materia di sicurezza e politica di sicurezza sono stati rilevati appena prima della pandemia di COVID-19 in Svizzera e rivelano che le cittadine e i cittadini svizzeri guardavano ancora con ottimismo al futuro. Durante la crisi dovuta al coronavirus l'ACMIL ha svolto un ulteriore studio indipendente dallo studio «Sicurezza» che registra un aumento della reputazione dell'Esercito svizzero.



L'Accademia militare (ACMIL) presso il PF di Zurigo e il Center for Security Studies (CSS) del PF di Zurigo intervistano ogni anno circa 1200 cittadine e cittadini svizzeri in merito a temi di politica estera, di sicurezza e di difesa. Nel 2020 le interviste sono state effettuate appena prima della pandemia di COVID-19 e rivelano che in gennaio ancora il 95% delle persone interpellate si sentiva in generale al sicuro. Rispondendo alla domanda riguardo alle prospettive per il futuro del Paese, l'86% ha dichiarato di essere ottimista nei confronti del futuro, mentre il 13% ha espresso pessimismo. Alla valutazione positiva per il proprio Paese si contrappone il giudizio pessimistico riguardo allo sviluppo futuro della situazione politica a livello mondiale. Come nel 2019 il 72% delle persone interpellate valuta in modo pessimistico la situazione politica mondiale.

Grande fiducia nelle istituzioni

Da anni le istituzioni in Svizzera godono di un elevato grado di fiducia. Tuttavia nel 2020 per la prima volta dal 2009 non si registra un aumento significativo della fiducia per nessuna istituzione. In cima alla classifica si situa la polizia, che ha raggiunto comunque un valore di 7,9 su una scala di dieci, ma ha subito una diminuzione di 0,1 punti rilevante a livello statistico. I media registrano un netto calo della fiducia attestandosi a 5,4 (-0,4 punti). Anche i partiti politici hanno perso fiducia (5,4; -0,2 punti).

Motivi favorevoli e contrari alla necessità dell'esercito

Il 77% delle persone intervistate ritiene

necessario l'Esercito svizzero (2019: 79%). Quale motivo principale di tale necessità le cittadine e i cittadini svizzeri nominano la «sicurezza del Paese verso l'esterno» (44%). Segue la «sicurezza all'interno del Paese», indicata dal 43% degli intervistati. Se si analizza ulteriormente quest'ultimo motivo, si osserva che il 30% nomina l'aiuto in caso di catastrofe, l'8% la protezione della popolazione e il 5% il supporto in occasione di manifestazioni sportive e di grandi dimensioni. Il 23% dell'elettorato svizzero non reputa necessario l'esercito. Le persone che sostengono questa opinione evidenziano soprattutto i loro dubbi riguardo all'effettività dell'esercito (il 44% delle persone che non ritengono necessario l'esercito).

Ampie conoscenze in materia di politica di sicurezza

Nell'ambito dello studio inoltre sono state rilevate le conoscenze della popolazione nell'ambito dell'esercito e della politica di sicurezza. Il 45% delle persone interpellate sa nominare spontaneamente e senza aiuti quale ministro della difesa la consiglia federale Viola Amherd. Il 30% degli intervistati sapeva dell'attuale budget dell'esercito (5 miliardi di franchi all'anno) e il 47% aveva già sentito qualcosa riguardo all'ulteriore sviluppo dell'esercito (USEs).

Nuova indagine prevista in seguito alla pandemia

La serie di studi «Sicurezza» viene svolta periodicamente dal 1991. L'istituto di ricerca LINK ha rilevato i dati per lo studio «Sicurezza 2020» tra il 6 e il 24 gennaio 2020.

A tale scopo sono stati intervistati telefonicamente 1227 cittadine e cittadini svizzeri della Svizzera tedesca, della Svizzera romanda e del Ticino. L'errore di campionatura corrisponde al +2,9%.

A causa delle circostanze particolari create a seguito della pandemia di COVID-19, nell'estate del 2020 l'ACMIL svolgerà inoltre un'ulteriore indagine nell'ambito dello studio «Sicurezza 2020». Le interviste comprenderanno nuovamente una selezione di domande della serie di studi «Sicurezza». Mediante l'indagine supplementare si intendono analizzare gli effetti diretti e indiretti della crisi dovuta al coronavirus sull'atteggiamento dell'elettorato svizzero negli ambiti della sicurezza e della politica di sicurezza.

Ulteriore studio: reputazione dell'esercito aumentata

Presso la cattedra di sociologia militare dell'ACMIL sono in corso ricerche indipendenti dallo studio «Sicurezza 2020» sul tema «I social media quale canale di comunicazione dell'Esercito svizzero». Nell'ambito di tali ricerche la popolazione svizzera residente tra i 15 e i 60 anni è stata intervistata mediante un'inchiesta rappresentativa online sulla percezione e sulla valutazione dell'Esercito svizzero. Nel 2020 il periodo di rilevamento dei dati è caduto proprio in aprile nel pieno della crisi legata al coronavirus. Si tratta di un feedback in tempo reale sull'impiego dell'esercito «CORONA 20».

L'analisi delle risposte fornite dalle 1246 persone interpellate mostrano che durante la crisi legata al coronavirus (situazione straordinaria) molte più persone hanno dichiarato di reputare necessario l'Esercito svizzero, ovvero il 76% degli intervistati. Si tratta di un aumento significativo rispetto ai due anni precedenti, nei quali la stessa domanda era già stata posta online (2019: 66%; 2018: 64%). Inoltre durante la pandemia di COVID-19 l'82% delle persone interpellate condivideva l'opinione secondo cui l'Esercito svizzero supporti le autorità civili (2019: 70%; 2018: 71%). Anche la soddisfazione delle prestazioni dell'Esercito svizzero è aumentata durante il periodo della crisi: nel 2020 il 63% delle persone interpellate si è dichiarato soddisfatto dell'esercito, mentre nell'anno precedente la quota di persone soddisfatte si attestava al 52% e nel 2018 al 53%. Parallelamente nell'aprile del 2020 il 69% della popolazione riponeva una fiducia elevata o molto elevata nell'Esercito svizzero (2019 e 2018: 61%) e il 66% ha dichiarato che l'Esercito svizzero godeva di una considerazione elevata o molto elevata da parte loro (2019: 58%; 2018: 56%).

Da un punto di vista statistico invece rispetto al 2018 e al 2019 rimane invariato il consenso della popolazione svizzera residente riguardo al fatto che l'esercito protegga il Paese e la popolazione, presti aiuto in caso di catastrofe e contribuisca al movimento internazionale della pace. L'errore di campionatura corrisponde al +2,8%. Il rilevamento dei dati è stato effettuato dall'istituto di sondaggio delle opinioni LINK.



AP CONSULTING André Prahin SA

votre conseiller immobilier

- ACHAT
- VENTE
- ETUDE DE PROJET, DE CONSTRUCTION & DE FINANCEMENT
- ENTREPRISE GENERALE

Place Saint-François 2 - CP 5015 - 1002 Lausanne

Tél.: 021 331 29 29 - Fax: 021 331 29 20 - E-mail: info@apconsulting.ch

JAB

CH-1401 Yverdon
P.P./Journal



Votre annonce...

- * vous cherchez du personnel...
- * vous cherchez un emploi...
- * vous voulez vendre du terrain, un immeuble...
- * vous voulez vendre une voiture...
- * vous voulez vendre des produits...
- * vous voulez vous faire connaître...

***... une bonne adresse:
les pages de publicité
de «Notre armée
de milice»***

**Renseignements,
délais de la remise des
annonces**

Lire en page 5

**Bulletin
d'abonnement
dans ce numéro**

VOTRE CRÉATEUR DE ZÉNITUDE.



Faites savoir que vous êtes prêt
à relever les défis de demain en
matière de communications.

Nous proposons des solutions intelligentes
qui libèrent votre esprit et transforment
votre imagination en réalité.

De l'impression traditionnelle aux solutions
high-tech de réalité augmentée,
nous rendons la créativité simple.

Rencontrons-nous aujourd'hui
autour d'un café et adoptez la
zenattitude@cavin.ch

CAVIN 
making creativity simple